



## Bulletin WRM 256

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales  
Mai / Juin 2021

# Une transition vers quoi ? Les injustices de l'économie « bas carbone » et des « énergies vertes »



Copper mine in Katanga province, in DRC. Ph: Simon Dawson-Bloomberg

Notre Opinion: La transition vers une économie « bas carbone » : un camouflage vert pour un capitalisme plus destructeur.....	2
Véhicules électriques : moteurs de souffrance et de pollution.....	5
Consommation industrielle : une cause profonde de la crise, largement invisible, mais pourtant décisive.....	12
Paradoxes verts d'un pays amazonien.....	17
Énergies renouvelables et « hydrogène vert » : une destruction renouvelée ?.....	21
L'énergie éolienne sur la côte nord-est du Brésil et les contradictions entre « énergie propre », injustices et racisme environnementaux.....	26
L'« économie numérique » : consolider l'expansion de l'extraction et de la pollution.....	30
Une économie qui détruit la planète peut-elle être responsable, durable, renouvelable et certifiée ?...35	

### RECOMMANDATIONS

Exploitation minière et militarisation : les deux faces d'une même médaille.....	40
Comment l'industrie des combustibles fossiles s'est servie du Covid-19 pour des projets énergétiques polluants.....	40
Plus de 500 experts appellent les nations du monde à ne pas brûler les forêts pour produire de l'énergie.....	41
Bioéconomie et inégalités mondiales.....	41

*Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes:*

*Justiça Ambiental! (JA!), Mozambique; l'alliance écoféministe africaine WoMIN; Acción Ecológica, Equateur; Instituto Terramar, Brésil; Sauvons la Forêt; et membres du secrétariat international du WRM en étroite collaboration avec plusieurs alliés dans différents pays.*

# Une transition vers quoi ? Les injustices de l'économie « bas carbone » et des « énergies vertes »

## Notre Opinion

### La transition vers une économie « bas carbone » : un camouflage vert pour un capitalisme plus destructeur



Ph: Acilo - Getty Images

Les réponses dominantes au chaos climatique et à la destruction environnementale déclenchent une expansion continue de l'économie capitaliste. Les discours sur l'énergie « verte », « bas carbone » et « durable » sont ne font que camoufler ce qui est en fait la poursuite (et l'expansion, dans certains cas) d'un modèle économique et politique basé sur l'extraction à grande échelle. Un modèle qui repose à la fois sur l'oppression, l'exclusion, le patriarcat et le racisme envers les communautés des pays du Sud.

Ce bulletin examine certains aspects de ce camouflage « vert » et vise à mettre en lumière les intérêts, les acteurs et les menaces qu'il permet de dissimuler.

Le mot *transition*, selon le dictionnaire, signifie « un changement d'un état ou d'une condition à une autre ». De quel *changement* les entreprises et les gouvernements parlent-ils donc ? Est-ce qu'il s'agit de « changer pour que tout reste pareil » ? *Une transition à partir de quoi ?* Et vers quoi ?

Les propositions sur la table montrent que le *changement* consiste en grande partie à substituer une partie des sources d'énergie fossile par des sources d'énergie dites renouvelables ; à remplacer certaines voitures à essence ou au diesel par des voitures électriques ; à numériser l'agriculture, les titres fonciers et les activités de conservation des forêts ; à certifier et à présenter certaines énergies et procédés industriels comme « verts », « durables » ou « neutres en carbone » ; et, bien sûr, à compenser les énormes quantités d'émissions de gaz à effet de serre et la perte de biodiversité qui continueront à augmenter. Le *changement* qui est prôné ne commence même pas à remettre en cause aucun des problèmes à la racine de la crise climatique et environnementale, tels que la logique de

surproduction et de consommation du modèle économique. Cette logique est intrinsèquement liée aux combustibles fossiles et à un modèle énergétique centralisé et violent.

La *transition* énergétique a été largement réduite à un débat sur la technologie ou la source d'énergie à utiliser, plutôt que sur le fait de savoir qui contrôle et décide de qui contrôle et utilise quelles sources d'énergie. Le modèle énergétique actuel, qui répond avant tout aux besoins du marché industriel et des entreprises, prive des millions de personnes d'accès à l'énergie et impacte lourdement les communautés vulnérables. Qu'il s'agisse de l'extraction de combustibles fossiles ou des infrastructures industrielles d'énergies renouvelables, leurs multiples effets sur les populations et les espaces de vie sont presque toujours dévastateurs.

Un article de ce bulletin du WRM met en évidence les impacts dangereux de l'extraction du gaz dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique, un combustible qui est classé dans le cadre de la « transition verte » comme un « combustible propre ». D'autres articles s'intéressent aux impacts de l'extraction minière destinée à répondre à la demande croissante de batteries, de voitures électriques et de centres de données en Indonésie, au Brésil, en RD Congo (extraction de cobalt) et au Zimbabwe (extraction de diamant). Un autre article examine les allégations liées à la production d'« hydrogène vert » en utilisant l'énergie générée par des méga-barrages ou des parcs éoliens et solaires, en prenant l'exemple du projet Grand Inga en RDC. Plusieurs articles soulignent les effets des parcs éoliens à grande échelle, comme dans le cas d'un parc éolien dans la province du Ceará, au Brésil, et l'exploitation forestière croissante du bois de balsa en Équateur, qui est exporté vers la Chine pour la construction d'éoliennes. Un autre article souligne le cortège de pollution et de toxicité qui se cache derrière l'économie « numérique ». Et un autre met en évidence l'utilisation de la certification comme stratégie pour légitimer la poursuite du même modèle économique.

Ces articles soulignent que ce que cette transition *ne change pas*, ce sont les relations d'exploitation et de discrimination inhérentes à l'énergie à l'échelle industrielle, quelle que soit la technologie utilisée pour produire cette énergie. Les populations qui cohabitent avec ces territoires et en dépendent sont sacrifiées à ce modèle énergétique industriel et portent le plus lourd fardeau. La production d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle *ne change* rien à l'extrême violence et à l'oppression engendrées par les méga-infrastructures nécessaires à l'exploitation de ce système énergétique ni au modèle économique mondialisé qu'elle alimente. De plus, les énergies renouvelables industrielles ne résolvent pas le problème de la consommation excessive d'énergie, qui est l'une des principales causes sous-jacentes de la crise.

Où sont construites ces méga-infrastructures ? D'où viennent tous les métaux et autres matériaux nécessaires ? Quelles populations ont été déplacées, lésées et discriminées ? Quelle quantité d'énergie est utilisée pour construire et exploiter ces infrastructures ? Quelle quantité de pollution et de dégradation cela provoquera-t-il, et pour qui ? Où finissent les déchets de ces processus ? Où va cette « énergie » et à qui ne parvient-elle pas ? Quels types de sociétés ces infrastructures permettent-elles ? Et lesquels détruisent-elles ?

Tariq Fancy, ancien directeur chargé des investissements durables chez BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, a affirmé que le monde des affaires « gère des machines à but lucratif qui fonctionneront exactement comme on pourrait s'y attendre [...] Transférer de l'argent vers des investissements verts ne signifie pas que les pollueurs ne

trouveront plus de bailleurs de fonds. Si vous vendez vos actions d'une entreprise dont l'empreinte carbone est élevée, cela ne change rien. L'entreprise continue d'exister ; la seule différence est que vous ne la possédez plus. L'entreprise continuera à fonctionner comme avant et vingt fonds spéculatifs achèteront ces actions dès le lendemain. Le marché est le marché. » Il a également souligné que les entreprises n'investissent dans les actifs verts que pour « ne pas être associées aux dégâts lorsque [le changement climatique] frappera ». (1)

En réalité, le camouflage vert de la prétendue *transition* consiste à dissimuler que les sociétés de combustibles fossiles et de charbon continuent de se développer et de faire des profits comme avant. Les banques et les autres investisseurs continuent de financer les principales sociétés de combustibles fossiles qui développent de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz, à grande échelle et controversés. (2) Et la tendance à l'excès de production et de consommation devrait également se poursuivre. Au cours des 120 dernières années, la population humaine a été multipliée par cinq (passant de 1,5 à 7,5 milliards) tandis que les intrants transformés dans l'économie mondiale (biomasse, combustibles fossiles, matériaux de construction, métaux) ont été multipliés par treize environ, passant de 7,5 à 95 Gt par an. (3)

Une réduction urgente et drastique de la production et de la consommation d'énergie à l'échelle industrielle et centralisée doit être une priorité. Par conséquent, la discussion ne peut pas se limiter au passage d'une source d'énergie à une autre ou à l'utilisation des compensations carbone pour prétendre que la production est devenue « bas carbone ». La discussion devrait plutôt commencer par reconnaître l'exploitation et la destruction intrinsèques au modèle économique dominant. Ce serait un point de départ nécessaire à un *changement* allant dans le sens d'économies plus justes et plus respectueuses, ainsi qu'à l'émergence de concepts, d'une compréhension et d'utilisations fondamentalement différents de « l'énergie ».

Le défi consiste à ouvrir un espace de débats partant de la base pour en savoir plus sur différents concepts de l'énergie (4). Cela permettrait une discussion totalement différente sur ce qu'est l'énergie et ce qu'impliquerait la souveraineté énergétique. La transition en cours vers une économie dite « bas carbone » est réservée à un petit nombre de personnes et elle renforce les inégalités et les injustices historiques qui sont principalement ressenties par ceux qui vivent dans et autour des forêts, des terres fertiles, des tourbières, des rivières et des mers, ainsi que dans les quartiers urbains pauvres.

(1) The Guardian, 2021, Green investing 'is definitely not going to work', says ex-BlackRock executive  
<https://www.theguardian.com/business/2021/mar/30/tariq-fancy-environmentally-friendly-green-investing>

(2) Five Years Lost. How Finance is Blowing the Paris Carbon Budget  
<https://urgewald.org/sites/default/files/media-files/FiveYearsLostReport.pdf>

(3) Joan Martinez-Alier, Mapping ecological distribution conflicts: The EJAtlas  
<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214790X21000289?dgcid=author>

(4) Larry Lohmann avec Nick Hildyard et Sarah Sexton. Energy Alternatives. Surveying the Territory.  
<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/energy-alternatives>

## Véhicules électriques : moteurs de souffrance et de pollution



Weda Bay, North Mollucas, Indonesia. Site for nickel mining.

Les voitures électriques sont assez similaires à leurs homologues traditionnelles gourmandes en carburant. Les deux catégories exigent d'énormes quantités de minéraux et de métaux, ainsi qu'un approvisionnement énergétique centralisé. Alors que les voitures traditionnelles dépendent d'un approvisionnement énergétique fiable en essence ou en diesel via un vaste réseau de stations-service, les voitures électriques dépendent également d'un approvisionnement fiable en électricité via un vaste réseau de points de recharge pour leurs batteries.

Cependant, l'industrie automobile et les gouvernements veulent nous convaincre que les voitures électriques et les voitures à carburant traditionnelles sont complètement différentes. Elle présente les voitures électriques comme le produit d'une nouvelle ère, une véritable « révolution » ! Elle a fait des voitures électriques le principal symbole de la « transition verte vers une économie bas carbone ». Le constructeur automobile suédois Volvo affirme que « [la voiture électrique lui] permettra [...] de faire partie de la solution en matière de lutte contre le changement climatique" ». (1) Tandis qu'une société de conseil aux entreprises qualifie les voitures électriques de « source d'un immense espoir pour la santé de la planète ». (2)

### ***Le discours trompeur des avantages « mondiaux » par rapport aux impacts « locaux »***

Tandis que les entreprises et les gouvernements font des voitures électriques une composante essentielle de la lutte « mondiale » contre le changement climatique – avec le soutien de nombreuses ONG et groupes militants, en particulier dans les pays du Nord –, les impacts négatifs de l'extraction des minéraux et des métaux nécessaires pour produire ces voitures sont minimisés et simplement qualifiés d'impacts « locaux ». Les entreprises affirment, comme d'habitude, que ces impacts « locaux » seront et peuvent être corrigés par des pratiques commerciales plus « durables », des politiques de « responsabilité sociale des entreprises », des certifications par « des tierces parties », des activités minières « respectueuses des forêts » (3), ainsi qu'un recyclage accru des minéraux et des métaux.

Mais si quelque chose doit être qualifié de phénomène « local », ne devrait-ce pas être la voiture électrique elle-même ? Proportionnellement, c'est en Norvège que la part des ventes de voitures électriques est la plus élevée au monde. Avec sa très faible population, le pays s'est enrichi grâce aux profits tirés de l'extraction du pétrole, sans oublier la contribution au chaos climatique qui en résulte. Fort de cette richesse pétrolière, le gouvernement norvégien offre des subventions à ses citoyens pour l'achat de voitures électriques. Selon la Première ministre Erna Solberg, la Norvège a connu « une révolution Tesla [une entreprise produisant des voitures électriques de luxe] au début, parce qu'ils étaient les premiers à avoir de vraies voitures, comme diraient certains de mes amis masculins – de vraies voitures, pas seulement des petites. [...] Ce qui s'est passé, c'est que c'est surtout [...] la deuxième voiture d'une famille qui est devenue électrique assez tôt, parce qu'elle était utilisée pour aller travailler en ville et non pour faire de longues distances. (4) Parmi les nombreuses idées et visions du monde que révèle cette déclaration, l'une est que la voiture électrique deviendra un objet de consommation, en premier lieu, dans les quartiers aisés des pays riches.

Et le phénomène « mondial » ne serait-il pas celui des impacts de l'extraction minière nécessaire aux voitures électriques ? Il suffit de réfléchir aux impacts des milliers de sites d'extraction situés sur presque tous les continents, gérés pour la plupart par des sociétés transnationales organisées « à l'échelle mondiale », répondant à la demande de voitures électriques. Et puis il y a les infrastructures nécessaires pour pouvoir faire fonctionner ces voitures. Les dommages causés par cette extraction ne sont pas seulement destructeurs pour les zones minières « locales », car les résidus de ces mines contaminent des régions et des territoires beaucoup plus vastes, y compris les grands fleuves, les lacs et les océans. Il faut y ajouter les « corridors » mondiaux et toute la logistique nécessaire à l'acheminement des minéraux, des minerais métalliques et des métaux d'un endroit à un autre, 24 heures sur 24, notamment vers les usines de production en Chine, où sont principalement implantées les usines des constructeurs de voitures électriques.

Il s'agit aussi de savoir si tout cela est vraiment « un espoir pour la santé de la planète ». Lorsque les médias présentent la Norvège comme un pays « vert » avec de l'air « pur » grâce à la « révolution » de la voiture électrique, il semble que le problème du réchauffement climatique soit enfin résolu. Ce que ces reportages dissimulent, cependant, ce sont les émissions de CO<sub>2</sub> résultant de la combustion du pétrole et du charbon, tout au long de la chaîne de production longue et complexe des nombreux matériaux nécessaires à la fabrication de ces voitures, ainsi que les infrastructures associées, notamment les stations de recharge électrique. En outre, il est aussi important de prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux dévastateurs, particulièrement ceux de l'extraction des minéraux et des métaux, dont l'exploitation du nickel en Indonésie donne un exemple flagrant.

### ***Île de Halmahera, Moluques du Nord : les nouvelles frontières de l'exploitation minière en Indonésie***

Utilisé pour la production des batteries de voitures électriques, le nickel est l'un des éléments qui vont faire l'objet d'une forte demande dans les années à venir. L'Indonésie possède les plus grandes réserves de nickel au monde, et son extraction par des entreprises publiques et privées a fait de l'Indonésie le plus grand producteur mondial. La production indonésienne de nickel a considérablement augmenté ces dernières années, passant de 130 000 tonnes en 2015 à 760 000 tonnes en 2020. (5)

L'une des nouvelles frontières de l'extraction du nickel est la région des Moluques du Nord. Il s'agit d'un espace de vie unique pour des communautés qui vivent de l'agriculture, de la pêche et des forêts locales. Toety Ariely, une militante communautaire de la région, raconte son enfance : « J'ai passé mon enfance à Tobelo dans la régence de Halmahera du Nord. Là, nous pratiquions souvent de nombreux jeux traditionnels, en utilisant des matériaux obtenus dans nos forêts et sur nos terres. Mes amis et moi, nous allions toujours à la plage pour nager. Je me souviens comment, un jour de fête, notre famille et un voisin sont partis en bateau jusqu'à des îles situées en face de Tobelo : Kakara, Tagalaya et Larangane. Nous avons croisé un grand nombre de dauphins dans la mer autour de ces îles. Nous sommes allés nager, faire de la plongée libre et de la plongée sous-marine. Dans la mer, les coraux étaient encore en bon état et en bonne santé. Il y avait beaucoup de poissons parce que leurs habitats étaient encore florissants et leur fournissaient de la nourriture. Il y avait d'immenses mangroves sur ces îles. Et quand la nuit est venue, nous avons pu voir une multitude d'étoiles dans le ciel. Nous avons suffisamment de lumière avec la lune. Il n'y avait pas de lumière artificielle provenant de lampes électriques qui polluent tellement le beau ciel nocturne. Dans la baie de Kao, nous avons vu des centaines de bateaux de pêche. C'était un paradis pour les pêcheurs. »

Cependant, depuis le début des années 1990, des centaines de sociétés minières se sont installées dans l'île de Halmahera, dans les Moluques du Nord. Parmi elles, des sociétés de production de nickel telles que Weda Bay Nickel (WBN) qui, en association avec la société indonésienne Weda Bay Industrial Park (IWIP), a formé PT IWIP, qui extrait du nickel dans le centre de Halmahera, et PT ANTAM – une société minière d'État – qui possède des mines en Halmahera oriental. Toety nous a décrit ce qui s'est passé : « Ils ont détruit nos îles, nos forêts, nos mers et notre lieu de vie. Ils nous tuent en détruisant notre Halmahera. Ils prennent d'énormes quantités de nickel et d'autres minéraux dans le ventre de l'île d'Halmahera. En retour, ce qu'ils nous donnent, ce sont des montagnes sans forêts, des terres stériles, des mers polluées et d'autres catastrophes écologiques. Et ensuite, ils nous font nous battre au nom de l'ethnicité et de la religion. Les pêcheurs et les agriculteurs ont perdu leurs moyens de subsistance. Nous avons perdu notre espace de vie. Nous avons perdu notre mode de vie. Nous n'avons plus notre écosystème marin riche en poissons. Nous n'avons plus de terres fertiles qui peuvent faire pousser n'importe quoi. Nous n'avons plus les forêts, qui donnaient vie à tous les organismes qui s'y trouvaient. [...] Les arômes de clou de girofle, de muscade et de coprah ont été remplacés par les odeurs piquantes du mercure, du cyanure et des pesticides. Les minéraux extraits et les bénéfices réalisés ne peuvent pas les racheter. Ils ne peuvent pas acheter nos sentiments. Ils ne peuvent pas acheter les souvenirs de notre vie à Halmahera. Nous savons que les gens qui composent l'État et les entreprises (« corporatocratie ») ne peuvent pas comprendre tout cela parce que nos expériences de vie sont si différentes des leurs. Pour eux, détruire les forêts et exploiter la terre est synonyme de développement. »

Masri Santuly est également un militant communautaire de la même région. À propos des impacts de PT IWIP, il nous a expliqué ce qui suit : « Depuis les premiers investissements miniers, le principal conflit qui a surgi a tourné autour des terres. Le gouvernement a délivré un permis à l'entreprise et l'a déclarée unilatéralement le nouveau propriétaire foncier, expulsant ainsi la communauté, directement ou indirectement, de ses propres terres. Selon la communauté, la compensation offerte par l'entreprise était beaucoup trop faible. Le gouvernement local, qui devrait apporter son soutien aux communautés, s'est rangé du côté de l'entreprise. L'impact culturel est énorme lorsque les gens ne peuvent plus être des paysans parce qu'ils ont perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance, et sont forcés de

devenir des ouvriers d'entreprise mal payés. Les communautés ne peuvent plus créer de nouveaux terrains agricoles, elles ne peuvent plus pêcher et les peuples autochtones comme les Sawai ne peuvent plus utiliser la forêt, car elle est désormais le territoire de l'entreprise. S'ils se risquent à enfreindre ces règles, édictées par l'entreprise, ils doivent affronter les forces de sécurité de l'entreprise, mais aussi les agents de l'État. À l'inverse, le responsable de PT IWIP a toute latitude pour mener à bien les activités de l'entreprise. Aujourd'hui, l'entreprise prévoit de détruire 2 650 hectares de forêts pour étendre ses activités minières à ciel ouvert, avec notamment des bureaux et des usines. Cela créera beaucoup plus de problèmes à l'avenir. De plus, les grandes quantités d'eau nécessaires au traitement du minerai de nickel auront un impact direct sur les peuples Lukulamo et Kobe, dont la vie est étroitement liée à la rivière. Un plus grand nombre de sites sacrés et d'autres sites du patrimoine culturel, dont l'histoire remonte très loin dans le temps, seront détruits... plus de rivières seront contaminées, plus de maladies apparaîtront. D'autres villages disparaîtront. Par exemple, ils prévoient d'utiliser toute la zone du village de Lelilef pour en faire une zone de bureaux et un aéroport pour PT IWIP. »

### ***La mort et la destruction causées par les batteries de voitures électriques, et au-delà***

La plupart des rapports sur la transition vers les voitures électriques soulignent que les principaux impacts « locaux » à discuter – par rapport aux voitures conventionnelles – sont la demande supplémentaire en minéraux pour les batteries, tels que le nickel, le lithium et le cobalt.

La République démocratique du Congo (RDC), principal pays producteur de cobalt au monde, possède un secteur minier dont les origines remontent à l'époque coloniale, et qui a été marqué depuis par des pillages et de graves violations des droits humains, notamment le décès de travailleurs et le travail des enfants. (6) Le cobalt est extrait en grande partie par de grandes entreprises, comme Glencore et China Molybdenum, mais aussi dans le cadre d'activités minières dites artisanales ou à petite échelle.

L'un des nombreux impacts de l'extraction du cobalt en RDC, qui reçoit trop peu d'attention dans l'ordre mondial patriarcal, est la violence et les abus sexuels à l'encontre des femmes. Selon une étude de 2020 sur la violence sexuelle à l'égard des femmes dans le secteur minier dans plusieurs pays d'Afrique, il est prouvé qu'en RDC, les mines industrielles et artisanales sont des moteurs structurels de ces violences et abus sexuels : « Les femmes qui travaillent comme employées dans des mines industrielles sont soumises à la violence et au harcèlement sur leur lieu de travail, des actes souvent commis par des collègues, mais qui sont dans la pratique autorisés à se poursuivre sans contrôle, du fait de protections insuffisantes sur le lieu de travail ou d'un refus catégorique de reconnaître la violence sexuelle basée sur le genre comme un problème sur le lieu de travail. En tant que travailleuses des exploitations minières artisanales et à petite échelle (Artisanal and Small-scale Mining - ASM), les femmes sont victimes de violence et d'exploitation dans et autour des sites ASM, apparemment organisées dans le but de maintenir un ordre de genre qui concentre les ressources et le contrôle sur les hommes. En tant que membres de la communauté, les femmes sont exposées à une augmentation de la violence au sein du foyer, ainsi que dans la communauté à cause de l'arrivée de travailleurs et d'agents de sécurité. » (7)

De plus, l'augmentation de l'extraction d'autres matériaux essentiels à la production de voitures électriques est généralement dissimulée, par exemple les quantités importantes de

plastique, d'aluminium, de caoutchouc et particulièrement de fer. Après tout, pour les capitalistes, le passage aux voitures électriques ne signifie pas produire moins de voitures, au contraire : le parc automobile mondial devrait passer de 1,42 milliard actuellement à 2 milliards de véhicules en 2030 (8) et alimenter ainsi la demande mondiale croissante de tous les matériaux nécessaires à leur fabrication.

L'acier est l'un des principaux composants d'une voiture. Il faut en moyenne 900 kilos d'acier pour produire une seule voiture. Cela signifie qu'il faudrait environ 130 millions de tonnes d'acier pour produire les 145 millions de voitures électriques qui devraient circuler dans et autour des centres urbains du monde entier, en particulier dans les pays du Nord, d'ici 2030. (9)

La municipalité de Grão-Mogol, dans le nord de l'État brésilien du Minas Gerais, une région de savane semi-aride, est appelée à devenir l'une des nouvelles frontières de l'extraction du minerai de fer, et un nouvel exemple de destruction et de mort à grande échelle. Un projet mis en place par le groupe chinois SAM vise à extraire du minerai de fer et à construire un pipeline jusqu'à la côte pour exporter du minerai vers la Chine. En 2019, dans une lettre de protestation contre le projet, des mouvements sociaux et des organisations de base ont décrit l'initiative comme « un véritable projet de MORT ! » et ont poursuivi avec l'explication suivante : « La compagnie minière utilisera 54 millions de mètres cubes d'eau par an dans une région semi-aride, ce qui équivaut au double de la consommation annuelle de toute la ville de Montes Claros-MG [413 000 habitants]. Pour transporter la matière première vers la Chine, ils veulent construire un pipeline qui achemine le minerai de fer et aussi notre eau jusqu'au port d'Ilhéus, dans [l'État de] Bahia. De plus, le projet prévoit la construction de deux barrages de retenue de résidus qui totaliseront 1 118 milliards de mètres cubes, soit le plus grand barrage de ce type au Brésil ! Le barrage de Fundão, à Mariana, contenait 54 millions de mètres cubes et a provoqué la mort de 21 personnes et de toute la rivière Doce, jusqu'à l'océan. (10) Il s'agissait du barrage de résidus d'une société détenue par Vale et BHP Billiton qui s'est effondré en 2015 ; cela a constitué l'une des deux méga-catastrophes impliquant des barrages de résidus miniers dans le Minas Gerais au cours des six dernières années.

Suite à la lutte de résistance contre le groupe SAM, les autorisations environnementales ont été suspendues par un tribunal fédéral brésilien, interrompant, du moins pour l'instant, les tentatives du gouvernement de l'État de Minas Gerais de faire passer l'autorisation du projet, illustrées par la politique du gouvernement fédéral menée par Bolsonaro visant à affaiblir la réglementation environnementale. (11)

### ***Pour les capitalistes, il n'y a pas de problèmes, seulement de nouvelles opportunités***

Pour le bloc politique et économique de l'Union européenne (UE), la transition vers une « économie verte » représente une étape essentielle vers la promotion de la reprise économique post-pandémie. En 2020, les dirigeants de l'UE ont annoncé une augmentation de l'objectif de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % à au moins 55 %, par rapport aux niveaux de 1990, afin de faire de l'Europe « le premier continent climatiquement neutre ». (12) Ces plans font partie du Green Deal européen adopté en 2019, qui met l'accent sur une « croissance verte » fondée sur « une augmentation spectaculaire de la demande de minéraux et de métaux à laquelle la Commission européenne a l'intention de répondre par un grand nombre de nouveaux projets miniers – à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. » (13)

Quant aux États-Unis, leur président Joe Biden a récemment lancé son « plan de relance économique » dont le montant pourrait atteindre 4 000 milliards de dollars. Des personnes qui connaissent bien ce plan affirment que la « transition verte vers une économie bas carbone » servirait de base à presque toutes ses composantes, notamment les investissements dans les infrastructures d'énergie renouvelable, telles que la construction de stations de recharge pour voitures électriques. (14)

Pour des capitalistes comme le milliardaire Elon Musk, propriétaire du constructeur de voitures électriques Tesla, le chaos climatique et le Covid-19 ne posent pas de problème particulier, tant qu'ils offrent des opportunités de profit. En effet, alors que la récession économique due à la pandémie a fait reculer l'industrie automobile mondiale de 16 % en 2020, un nombre record de 3 millions de nouvelles voitures électriques a été enregistré dans le monde la même année. (15)

En Indonésie encore, le président Joko Widodo a annoncé en août 2019 la construction d'une nouvelle capitale dans le Kalimantan oriental, faisant valoir que la capitale actuelle Jakarta est confrontée à trop de problèmes tels que l'aggravation de la circulation, les affaissements de terrains et les inondations. (16)

Selon J. Widodo, la nouvelle capitale serait la première du genre dans le monde à n'utiliser que des véhicules électriques. (17) Le milliardaire Masayoshi Son, ainsi que le prince héritier d'Abou Dhabi, le Cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, et l'ex-Premier ministre britannique, Tony Blair, sont membres du comité directeur du projet, qui n'est responsable que devant le président indonésien. La société Softbank, qui appartient à M. Son et est basée au Japon, a « proposé » d'investir entre 30 et 40 milliards de dollars dans la nouvelle capitale, bien que l'on ne sache pas exactement dans quoi. M. Son a déclaré dans une interview que cela pourrait être pour « l'éducation, un centre de recherche ou le développement d'hôpitaux ». Mais ce qui est probablement beaucoup plus proche de la vérité, c'est son intérêt pour ce qu'il appelle « une nouvelle ville intelligente, les technologies les plus récentes, une ville propre et beaucoup d'intelligence artificielle ». (18) Parce que pour la banque de M. Son, cette ville représente une énorme opportunité de profits astronomiques à l'avenir grâce à ses investissements actuels dans des sociétés fabriquant des véhicules électriques et d'autres extrayant des minéraux pour les batteries.

Elon Musk, avec son industrie de la voiture électrique, rêve également que cette nouvelle capitale de l'Indonésie devienne réalité. Mais pour le moment, le projet est suspendu en raison de la pandémie de Covid-19. S'il se concrétise, il entraînera une destruction massive de l'environnement et des forêts dans et autour des quelque 200 000 hectares de terres qui devraient accueillir le projet.

Toety Ariela, des Moluques du Nord, a un message pour Masayoshi Son, Elon Musk, les autres constructeurs automobiles, les sociétés minières et les gouvernements qui les soutiennent : « Nous n'avons pas besoin de voitures électriques ! S'ils pensent que la voiture électrique peut être la solution pour notre planète face à la menace du changement climatique, alors selon nous, garder les forêts et les mangroves sur notre île peut sauver la terre de toutes les catastrophes qu'ils ont créées. Nous avons juste besoin que nos forêts, nos mers, nos plages, notre nature, nos notre lieu de vie et notre vie redeviennent ce qu'elles étaient auparavant. Nous exigeons qu'ils nous rendent notre vie et nos terres, telles qu'elles étaient avant leur arrivée et leur exploitation minière désastreuse.

Winnie Overbeek, [winnie@wrm.org.uy](mailto:winnie@wrm.org.uy)  
Membre du Secrétariat du WRM

- (1) The Guardian, 2021, Volvo says it will make only electric cars by 2030  
<https://www.theguardian.com/business/2021/mar/02/volvo-electric-cars-2030-sell-online>
- (2) BCG, 2021, Why Electric Cars Can't Come Fast Enough <https://www.bcg.com/publications/2021/why-evs-need-to-accelerate-their-market-penetration>
- (3) Bulletin WRM 246, 2019. « Exploitation minière respectueuse des forêts » : La stratégie de la Banque mondiale pour reverdir l'image de l'exploitation minière dans les forêts  
<https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/exploitation-miniere-respectueuse-des-forets-la-strategie-de-la-banque-mondiale-pour-reverdir-limage-de-lexploitation-miniere-dans-les-forets/>
- (4) Axios, 2021, Norway's prime minister on her country's love of EVs  
<https://www.axios.com/norway-prime-minister-solberg-electric-vehicles-08a53a27-4d60-4535-a04e-0650563448e7.html>
- (5) Statista, Production minière de nickel en Indonésie de 2006 à 2020  
<https://www.statista.com/statistics/260757/indonesian-mine-production-of-nickel-since-2006/>
- (6) The New Yorker, 2021, The Dark Side of Congo's Cobalt Rush  
<https://www.newyorker.com/magazine/2021/05/31/the-dark-side-of-congos-cobalt-rush>
- (7) Sexual and Gender-Based Violence in the Mining Sector in Africa. Evidence and reflections from the DRC, South Africa, Tanzania & Uganda  
<https://www.kit.nl/wp-content/uploads/2020/09/SGBV-in-the-Mining-Sector-in-Africa.pdf>
- (8) Science Direct, 2016, A planet with two billion cars  
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0960982216303414>
- (9) Investopedia, 2020, What Raw Materials do Auto Manufacturers Use?  
<https://www.investopedia.com/ask/answers/062315/what-types-raw-materials-would-be-used-auto-manufacturer.asp>
- (10) MST, 2019, Nota de denúncia contra a Mineração da SAM no norte de Minas Gerais  
<https://mst.org.br/2019/09/11/nota-de-denuncia-contra-a-mineracao-da-sam-no-norte-de-minas-gerais/>
- (11) CPT, Justiça Federal interrompe manobra "para passar a boiada" do Governo Bolsonaro e Zema sobre o licenciamento ambiental da Mineradora SAM  
<https://www.cptnacional.org.br/publicacoes/noticias/articulacao-cpt-s-do-cerrado/5280-justica-federal-interrompe-manobra-para-passar-a-boiada-do-governo-bolsonaro-e-zema-sobre-o-licenciamento-ambiental-da-mineradora-sam>
- (12) Council of the European Union, Clean energy: fuelling the transition to a low-carbon economy  
<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/clean-energy/#:~:text=In%20December%202020%2C%20EU%20leaders,2030%2C%20compared%20to%201990%20levels.&text=Developing%20and%20deploying%20low%2Dcarbon,from%20the%20COVID%2D19%20pandemi>
- (13) YLNM, Driving Destructive Mining  
<https://www.gaiafoundation.org/app/uploads/2021/05/YLNM-EU-english-version-compressed.pdf>
- (14) The New York Times, 2021, Biden's recovery plan bets big on clean energy  
<https://www.nytimes.com/2021/03/23/climate/biden-infrastructure-stimulus-climate-change.html>
- (15) The Guardian, 2021, Electric vehicles on world's roads expected to increase to 145m by 2030  
<https://www.theguardian.com/environment/2021/apr/29/electric-vehicles-on-worlds-roads-expected-to-increase-to-145m-by-2030>
- (16) Mongabay, 2020, Indonesia's new capital in the Bornean jungle on hold amid COVID-19 crisis  
<https://news.mongabay.com/2020/04/indonesias-new-capital-in-the-bornean-jungle-on-hold-amid-covid-19-crisis/>
- (17) NNA Business News, 2020, Indonesia's new capital to use electric vehicles  
<https://english.nna.jp/articles/4160>
- (18) ABC News, 2020, SoftBank to invest \$40 billion for new Indonesia capital  
<https://abcnews.go.com/Business/wireStory/softbank-invest-40-billion-indonesia-capital-68349185>
- (19) Bloomerang, 2019, Why Indonesia's Capital Move has Environmentalists Worried  
<https://www.bloomerang.com/news/articles/2019-08-26/indonesia-s-capital-move-worries-environmentalists>

## Consommation industrielle : une cause profonde de la crise, largement invisible, mais pourtant décisive



Cabo Delgado, Mozambique. Ph: JA! Mozambique

*Cet article met en avant les points de vue de deux organisations : Justiça Ambiental! (JA!) au Mozambique, qui accompagne les luttes dans la province de Cabo Delgado contre l'exploitation des gisements de gaz offshore et onshore, et WoMin, une alliance écoféministe africaine qui travaille avec les mouvements de femmes et les communautés touchées par les activités minières.*

Le monde traverse une crise grave et multiforme, une crise qui regroupe des préoccupations relatives à la destruction de l'environnement, au chaos climatique, à la perte de diversité biologique, à la déforestation à grande échelle, aux inégalités sociales, à l'insécurité alimentaire, à l'augmentation des niveaux de pauvreté et à la concentration du pouvoir et des terres aux mains d'un nombre de plus en plus restreint d'individus. Et la liste pourrait être encore plus longue. La consommation industrielle représente l'un des facteurs clés cette crise, elle en est une cause profonde. Il s'agit de causes qui interviennent à l'échelle mondiale et comportent différentes composantes économiques, politiques et sociales qui s'influencent mutuellement.

Il est important de noter que le terme de *consommation industrielle* ne doit pas être compris comme l'acte individuel de consommation, mais plutôt comme une conséquence de la logique systémique d'accumulation toujours croissante de l'économie capitaliste. Cela signifie que chaque entreprise, afin de réaliser plus de bénéfices, doit se développer et, dans de nombreux cas, produire plus et promouvoir des marchés plus vastes et nouveaux pour assurer son expansion ; mais pour produire plus, une entreprise doit aussi consommer plus de ressources (notamment énergie, terres et eau).

Des quantités massives d'énergie, provenant de différentes sources, sont distribuées aux industries pour alimenter leurs chaînes de production. Des milliers d'hectares de terres fertiles sont transformés en cultures de rapport à des fins industrielles. Partout dans le

monde, les mines et les plantations industrielles siphonnent et polluent d'énormes quantités de ressources en eau déjà rares. (1) La terre est de plus en plus sous le contrôle d'un petit nombre d'individus. Chaque jour, d'énormes quantités d'herbicides, d'insecticides, de fongicides et d'engrais sont produites et utilisées par les sociétés de plantation d'arbres et d'autres secteurs agro-industriels. Des minéraux et des combustibles fossiles continuent d'être extraits et transportés à travers le monde via de longs couloirs, souvent militarisés, de pipelines, de voies navigables et de routes. Des ports, des aéroports, des autoroutes et des unités de stockage sont constamment construits et agrandis pour faciliter des relations plus rapides et moins chères entre les industries et les marchés. Et ainsi de suite. Cette logique systémique de production et de consommation toujours croissante renforce, en même temps, les modèles d'oppression structurelle, de racisme et de patriarcat.

La consommation industrielle, de manière générale, est maintenant renforcée par des initiatives officielles et d'entreprises essayant de promouvoir un nouveau label « vert » au service du même modèle économique. Les objectifs fixés par les entreprises et les gouvernements pour réduire la pollution, la déforestation et la perte de biodiversité sont pour la plupart présentés à côté de mesures économiques soutenant la croissance économique, le libre-échange et le capitalisme mondialisé. Et qu'est-ce que cela signifie ? Fondamentalement, plus de consommation et de production industrielles. De même, l'économie dite « verte » ou « bas carbone » est promue aux côtés de politiques fondées sur le marché qui prétendent compenser la pollution et la destruction indissociables de ce modèle économique. En un mot, la soi-disant « transition » vise à maintenir le modèle économique qui est à l'origine de la crise et à lui permettre de se perpétuer sans interruption.

### ***L'exploitation du gaz au Mozambique***

La façon dont le gaz est qualifié de « combustible propre » en offre un parfait exemple. Nous avons discuté avec des amis de l'organisation Justiça Ambiental! (JA!), au Mozambique, où plusieurs sociétés ont été impliquées dans l'exploration et l'exploitation du gaz dit « naturel » au Cabo Delgado, la province la plus septentrionale du Mozambique.

Voici ce qu'ils nous ont dit : « Le gaz n'est pas un combustible de transition, et ce n'est certainement pas une énergie propre. Le gaz est encore pire que le charbon à court terme, en raison des rejets de méthane (*le principal composant de ce gaz naturel*) qu'il entraîne dans l'atmosphère. Le méthane, un puissant gaz à effet de serre, piège 86 fois plus de chaleur que le dioxyde de carbone sur une période de 20 ans, ce qui en fait la plus grande menace pour le changement climatique. Le gaz détruit l'environnement et pollue l'air, la mer et la terre, tout comme le pétrole ou le charbon. Si nous voulons vraiment faire face à la crise climatique et assurer un avenir aux jeunes et aux générations futures, nous devons réduire considérablement les émissions et arrêter les projets de gaz, de pétrole et de charbon. »

Les militants de JA! ont expliqué que Cabo Delgado était une destination touristique populaire, en raison de la beauté de son littoral, de ses forêts et de ses habitants. La majorité de la population locale est composée de paysans, de petits agriculteurs et de pêcheurs. Au début de l'année 2000, un immense gisement de gaz a été découvert, l'un des plus grands au monde. Des multinationales comme Anadarko et Exxon Mobil (États-Unis), ENI (Italie), Shell (Pays-Bas), Total (France), China National Petroleum Corporation (Chine), Kogas (Corée du Sud), Galp (Portugal), Mitsui E&P (Japon), et bien d'autres, se sont précipitées pour profiter des opportunités offertes par l'exploitation et l'essor du gaz, et bien sûr pour faire d'énormes profits. Pour JA!, le Mozambique « s'est embarqué dans cette

nouvelle utopie des discours sur le développement : une vie meilleure pour les communautés, le gaz comme source d'énergie de transition, et bien d'autres choses ».

« La réalité des impacts de l'exploration gazière est bien connue et documentée, mais le gouvernement mozambicain et de nombreux secteurs de la société civile ont décidé d'ignorer les voix des quelques-uns d'entre nous qui ont eu le courage de s'élever contre cette illusion, soulignant la menace évidente de croire qu'avec nous ce serait différent, que nous ne tomberions pas dans la malédiction des ressources », ont accusé les militants de JA!. « La plupart des gens avaient des attentes très élevées quant à la façon dont l'industrie gazière allait enfin alimenter le développement du Mozambique (semblables aux croyances de l'ère de l'essor du charbon) et offrir la possibilité de rembourser les dettes illégales contractées par notre gouvernement. »

La ruée vers le gaz a donc commencé, pour l'exploration offshore et le projet onshore de gaz naturel liquéfié (GNL). JA! a décrit comment les évaluations d'impact sur l'environnement ont été menées aussi rapidement que possible, les contrats ont été signés en catimini et les plans de réaffectation ont été mis en œuvre sans véritable consultation et sans tenir compte des besoins et des demandes des populations. Avant même le début de l'exploration et bien avant que les premiers bénéfices projetés ne commencent à être réalisés, des problèmes ont commencé à se poser sur le terrain.

« Les communautés paysannes ont été relogées dans de nouvelles maisons, mais les promesses au niveau des terres n'ont pas été tenues, de sorte que les familles n'ont toujours pas la possibilité de produire leur propre nourriture comme elles l'ont toujours fait. Les pêcheurs ont été déplacés dans des zones très éloignées de la mer, même après avoir demandé à plusieurs reprises à être relogés près de la côte pour leur permettre de continuer à gagner leur vie grâce à la pêche. Comme l'a dit M. Burahani, l'un des pêcheurs : « Je ne sais rien faire d'autre que la pêche ». Cela a donc rendu les communautés dépendantes de l'achat de produits alimentaires, dans une période où le coût des produits de base ne cesse d'augmenter. »

Pour ne rien arranger, au début de 2017, des attaques d'insurgés ont commencé à avoir lieu. « Les véritables motivations qui ont conduit au déclenchement de ce conflit, au cours duquel des crimes horribles sont commis, sont encore inconnues, mais leur lien avec l'exploration gazière est indéniable », ont-ils expliqué. « Les forces gouvernementales et les mercenaires engagés pour contrer l'insurrection ont également été impliqués dans de graves violations des droits humains, et la militarisation et le conflit dans la région, ainsi que les injustices liées aux projets gaziers, ont détruit la vie des gens. Des journalistes, des militants communautaires et des organisations de la société civile travaillant sur le terrain sont attaqués, empêchés de faire leur travail, ou disparaissent tout simplement sans laisser de trace. Cabo Delgado, qui était autrefois une province paisible, est maintenant une province en guerre, avec plus de 3 000 morts et 600 000 déplacés internes, et des centaines de milliers de personnes confrontées à la famine, aux maladies et à la violence.

### ***L'exploitation minière en Afrique***

L'économie dite « verte » pousse à l'électrification et à la numérisation de nombreux produits et secteurs, des voitures électriques à l'utilisation de la technologie numérique des « blockchains » pour l'industrie agricole. Tout cela nécessite une grande quantité de ressources minérales, en plus de celles qui sont habituellement nécessaires pour maintenir

le niveau de consommation actuel. Nous avons discuté avec nos amies de WoMin pour en savoir plus sur les situations vécues dans différents pays d'Afrique.

Voici ce qu'elles nous ont dit : « Il est essentiel de remettre en question les postulats de l'économie « verte » alors que de nombreux coûts, dont beaucoup s'accompagnent de violences, sont supportés par les communautés des pays du Sud, où se pratique un extractivisme à grande échelle non durable, sans entrave et destructeur. La mise en place de systèmes et de technologies d'énergies renouvelables qui rendraient possible une économie « verte » (panneaux solaires, batteries, etc.) augmentera la demande de minerais et métaux de terres rares – dont beaucoup peuvent être obtenus en grandes quantités dans les pays africains. »

À titre d'exemple, elles ont mentionné le cas de la République démocratique du Congo (RDC), où se trouve environ la moitié des réserves mondiales de cobalt. (2) Les niveaux de pollution et de violence auxquels sont confrontées les communautés des régions concernées par cette extraction sont déjà élevés, le bien-être et la sécurité de millions de personnes et de la planète étant sacrifiés pour les profits de quelques privilégiés. (3) « Il ne peut y avoir une économie « verte » pour quelques privilégiés dans les pays du Nord tandis que les communautés noires et de couleur des pays du Sud, ainsi que leurs terres et territoires, paient un prix si terrible », a déclaré WoMin.

En outre, ils ont également souligné les points suivants : « Dans presque tous les contextes d'extraction de ressources à grande échelle à travers le continent, il existe des niveaux élevés de violence qui ont un impact sur les communautés qui y vivent et les femmes de manière particulière. Les défenseurs de l'environnement et les communautés qui résistent à ces projets miniers sont également confrontés à des niveaux élevés de répression pour avoir pris position. »

Le site Marange, au Zimbabwe, donne un exemple de cette situation. Au cours des 15 dernières années, il a été un champ de bataille pour le contrôle de l'énorme richesse en diamants du territoire. (4) « À l'époque, les communautés traditionnelles résidant dans la zone de Marange ont été envahies par des dizaines de milliers de mineurs artisanaux, marchands et revendeurs, qui ont pris le contrôle de leurs terres, bafoué les pratiques traditionnelles, et ont perpétrés des viols, meurtres et vols à main armée dans leurs propres rangs et à l'encontre des communautés locales », a expliqué WoMin.

En novembre 2008, l'armée nationale du Zimbabwe a été déployée pour chasser les mineurs artisanaux et les revendeurs tandis que l'État prenait le contrôle total de ces champs de diamants lucratifs. Il y a eu un massacre de mineurs artisanaux et de villageois, et des centaines de villageois ont fui leurs maisons traditionnelles. « Plus de 200 mineurs ont été abattus en cinq semaines, et on estime que des centaines de femmes ont été violées, notamment par les soldats et les mineurs artisanaux. Le viol et les violences sexuelles sous de nombreuses formes ont souvent été utilisés comme un moyen de prise de contrôle et de répression sur les femmes et les communautés dans les zones minières », a dénoncé WoMin.

C'est pour faire entendre ces voix qu'a été créée la plateforme Rise Against Repression (5), qui documente la répression et les violences auxquelles les défenseurs de l'environnement et les communautés sont confrontés dans les sites miniers et d'autres sites d'extraction à travers le continent africain, en mettant fortement l'accent sur les femmes.

WoMin a expliqué que de nombreuses communautés dans les zones minières sont également confrontées à la pollution et à la dégradation de leurs terres et territoires, dont elles dépendent pour leur vie et leurs moyens de subsistance. À Bargny, au Sénégal, où les femmes qui travaillent dans les ateliers de transformation du poisson résistent depuis plus d'une décennie à des projets de développement destructeurs (6), la pollution de la centrale au charbon de Sendou a entraîné d'immenses dommages à l'environnement et à la communauté environnante. Soutenu par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque néerlandaise de développement (FMO) et la Compagnie bancaire privée de l'Afrique de l'Ouest (CBAO), le projet Sendou représentait une énorme menace pour la communauté pour laquelle la pêche et la transformation du poisson par les femmes sont d'importantes sources de revenus. En janvier 2019, Sendou I a rejeté des eaux usées dans le site de transformation de poisson des femmes à Khelcom, ce qui a causé des pertes et des dommages importants à leur production de poisson séché. « Étant donné que les femmes font le travail de transformation et de vente du poisson, et qu'elles sont également en charge des activités agricoles, elles ont également été les plus durement touchées », a expliqué WoMin.

### ***Une transition vers quoi ?***

Il devient impératif de dénoncer les dangers qui se dissimulent derrière la transition vers une économie « verte » ou « bas carbone ». Les intérêts en jeu sont clairs et la consommation industrielle est appelée à poursuivre son expansion. Comme nous l'ont dit nos amies de WoMin : « Toute initiative en faveur d'une « transition » juste commence par les personnes, à savoir les personnes qui sont le plus directement touchées et qui ont supporté le plus lourd tribut de la crise climatique et du paradigme économique néolibéral actuel, axé sur l'extraction, sur lequel reposent le « développement » et le « progrès ».

Un tel changement systémique, assurant le respect de l'autonomie des communautés vivant sur leurs terres et dépendant d'elles (pour leurs moyens de subsistance), doit être imaginé en partant de la base. Il doit s'accompagner d'un processus actif d'écoute et de compréhension de l'origine des changements, en imaginant une transition à partir de la base. Comme l'ont clairement affirmé nos amis de JA! : « Les enjeux de la lutte sont des changements radicaux et systémiques dans nos sociétés afin de supprimer le système actuel qui opprime et exploite la nature et les peuples du monde, vers un monde socialement et économiquement juste. Les piliers fondamentaux des changements nécessaires doivent être la justice, l'équité et l'utilisation durable de nos biens communs. »

(1) Bulletin WRM 230, L'eau et la pâte à papier : La soif du Nord et la résistance du Sud

<https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/leau-et-la-pate-a-papier-la-soif-du-nord-et-la-resistance-du-sud/>

(2) Cobalt reserves worldwide as of 2020, by country

<https://www.statista.com/statistics/264930/global-cobalt-reserves/>

(3) Raconteur, 2019, Cobalt: the dark side of a clean future

<https://www.raconteur.net/corporate-social-responsibility/cobalt-mining-human-rights/>

(4) Rise Against Repression, The women of chiadzwa

<https://riseagainstrepression.org/tribute-wall/the-women-of-chiadzwa/>

(5) Rise Against Repression, <https://riseagainstrepression.org/>

(6) Womin, Women Stand their Ground against BIG Coal, <https://womin.africa/women-stand-their-ground-against-big-coal/> ; Regardez une courte vidéo sur la lutte de Bargny ici. <https://www.youtube.com/watch?v=-roQUTvmQsM>

## Paradoxes verts d'un pays amazonien



Ph: Shapiom Noningo/Mongabay

### ***Extraction de bois de balsa en Équateur pour les éoliennes***

Un an après le début de la pandémie, l'industrie du balsa s'était déjà installée avec force depuis quelques mois en Équateur. Cependant, la fièvre du bois de balsa ne faisait que commencer. Les plantations d'arbres de balsa se sont épuisées et la déprédation des populations d'arbres sauvages s'est étendue à tous les coins du pays. Leur destination est la Chine.

Tout a commencé lorsque le gouvernement chinois a décidé d'éliminer les impôts de l'industrie des énergies renouvelables. Le bois de balsa constitue un intrant important des éoliennes parce qu'il constitue le plus léger des bois commerciaux, plus encore que le liège, et aussi en raison de sa grande résistance.

De janvier à novembre 2020, les exportations de l'industrie du bois de l'Équateur ont atteint 784 millions de dollars US, soit 53 % de plus qu'en 2019. Presque 70 % des exportations équatoriennes de bois de balsa sont destinées à la filière éolienne en Chine et le balsa est devenu le troisième produit d'exportation vers le marché chinois, après la crevette et la banane. L'Équateur est le premier exportateur de bois de balsa au monde, avec 90 % du marché mondial.

Même s'il y a des plantations d'arbres de balsa établies, la très forte demande chinoise a poussé les producteurs de ce bois à s'approvisionner de sources naturelles (c.-à-d. de forêts), et à son tour la frontière des plantations de balsa s'étend à des zones de végétation naturelles et à des fermes paysannes qui se consacrent à assurer la souveraineté alimentaire locale. Cela a augmenté non seulement la déforestation de cette essence, mais aussi d'autres essences de bois qui sont commercialisées illégalement.

En Amazonie, les routes et les rivières se sont remplies de scieries mobiles qui récoltent les arbres de balsa en sections d'environ 1,3 mètre de long, lesquelles sont empilées les unes sur les autres, prêtes à être chargées sur un camion qui les transportera à l'entrepôt d'une

compagnie forestière dans la région côtière. Ces compagnies ne se préoccupent pas de l'origine du bois ; elles reçoivent tout le matériel qu'elles peuvent exporter et l'emballent pour son expédition en Chine par bateau. Dans la chaîne de production, ces entreprises se chargent uniquement de la réception des produits et de leur commercialisation internationale ultérieure. Elles touchent la principale partie des profits. C'est pourquoi leur responsabilité en ce qui concerne les impacts environnementaux et sociaux que génère l'industrie demeure totalement à la dérive.

Dans les communautés, les travailleurs touchent un salaire quotidien minimum, voire encore moins. La plupart d'entre eux coupent, empilent et chargent le bois. Ils sont des Autochtones et des paysans appauvris provenant des territoires d'où le balsa est extrait et gagnent de 10 à 15 dollars par jour. Beaucoup des hommes travailleurs se rendent en ville le week-end avec leur petit salaire et le dépensent en alcool. Les femmes qui cuisinent pour les travailleurs alimentent leur famille avec ce qu'elles gagnent. La dynamique communautaire a changé et une dépendance de plus s'est instaurée qui réduit l'autonomie de plusieurs communautés équatoriennes.

Les intermédiaires sont des personnes externes qui ne représentent pas les sociétés forestières, mais répondent à ces dernières. Ils négocient l'abattage des balsas généralement avec les directions des communautés, en offrant de couvrir les besoins de base comme l'électricité, les écoles et même les centres de santé, des droits que l'État devrait garantir. Certains dirigeants acceptent leurs offres en pensant aux besoins de la population, sans évaluer les problèmes qui surgiront à court et à long terme. Les négociations sont habituellement rapides, car l'intermédiaire sait ce qu'il veut et combien il peut offrir, et les directions savent ce dont elles ont besoin.

Les affrontements à l'intérieur des communautés sont malheureusement monnaie courante et le résultat de l'exploitation du balsa : chicanes entre familles parce que l'arbre abattu se trouve dans les limites du terrain d'un voisin ; et accusations contre les présidents communautaires pour avoir empoché l'argent du balsa. L'extractivisme du bois défait les liens communautaires en détruisant les traditions culturelles. Les membres de la communauté consacrent tout leur temps à extraire le bois, n'assistent plus aux assemblées et abandonnent les travaux de soins sociaux et communautaires.

Les scieries jettent leurs rebuts dans les rivières et les crues emportent tout en aval. Les rivières où circulaient auparavant peu de canots de transport de personnes et d'aliments entre les communautés semblent aujourd'hui des rues congestionnées de Quito, la capitale, à l'heure de pointe. L'essence mélangée à l'huile aboutit dans l'eau où elle nuit à la pêche de subsistance sans aucune conséquence pour les commerçants.

L'abattage d'un grand arbre de balsa affecte les écosystèmes. Son ombre protégeait les plantes qui maintenant meurent sous le soleil brûlant de la région équatoriale. Les oiseaux qui s'alimentent des fleurs de balsa ne chantent plus comme avant, les perroquets sont partis chercher un nouvel habitat, les tapirs et les sajinos (sangliers de la jungle) se trouvent exposés et des cibles faciles de la chasse illégale.

Des histoires comme celles-là se répètent dans presque toutes les zones du pays où l'on trouve des forêts tropicales et semi-tropicales, comme les forêts du Chocó, y compris le Chocó andain et les rares poches de forêt naturelle qui restent dans diverses régions de la côte ou dans les contreforts des cordillères. Dans l'est de Manabí, l'abattage des balsas a

causé de grands glissements de terrain dans une région qui conserve une des dernières forêts tropicales de la province, causant de graves dommages matériels dans la communauté. De plus, on assiste à l'achat agressif de terres pour y semer le balsa, ce qui augmente la plus-value (valeur économique) territoriale et la précarisation des conditions de vie.

Comme le balsa sauvage en Équateur s'épuise, les bûcherons de balsa pénètrent dans les forêts tropicales des pays limitrophes. Le témoignage d'un membre d'organisations sociales du nord d'Esmeraldas nous a raconté que les bûcherons rapportent du bois en provenance du Chocó colombien en passant par des points clandestins sans aucun contrôle jusqu'à ce qu'ils atteignent les eaux équatoriennes. Ils affirment que le bois entre par la rivière Santiago, un des grands fleuves qui se jette dans l'océan Pacifique, où l'on peut observer des chaloupes dotées de moteurs hors-bord chargées de bois de balsa. Ces chaloupes ramassent les troncs dans le pays voisin et entrent en Équateur en évitant les contrôles frontaliers jusqu'à ce qu'elles arrivent au fleuve où elles approvisionnent différents points de fortune situés à proximité des ports. C'est ici que le balsa est chargé dans les camions qui acheminent le bois aux entreprises exportatrices dans les principaux ports.

De la même manière, les balseros équatoriens sortent le bois des territoires du bassin versant de la rivière Morona dans les forêts amazoniennes de Loreto au Pérou, en affectant le gouvernement territorial autonome de la nation Wampis, ce qui a généré de sérieux conflits. Cela a été confirmé avec la dénonciation de Wrays Pérez (Pamuk Gtanw), le gouverneur Wampis au Pérou. Il affirme que plus d'un million et demi de pieds de bois de balsa ont été extraits du territoire depuis janvier 2020. (1) Plus d'une douzaine de scieries fonctionnent dans la région de la rivière Santiago. Chaque jour, plus de 10 bateaux avec une capacité de 20 à 40 tonnes transportent du bois illégal à la frontière avec l'Équateur.

Les entreprises forestières traditionnelles regrettent de ne pas avoir profité de cette fièvre du balsa et ont commencé à concevoir des stratégies pour pénétrer ce marché, en augmentant la superficie des plantations de balsa et en négociant directement avec la Chine.

### ***Entre-temps, que se passe-t-il en Chine ?***

Depuis la décennie des années 2000, la Chine a augmenté sa consommation d'énergie de pair avec son industrialisation accélérée. À partir de 2010, la Chine a prévu de changer sa matrice énergétique vers la production d'énergie renouvelable à l'aide de mesures incitatives en faveur de la production d'énergie « alternative » qui ont causé de graves « dommages collatéraux » dans les pays amazoniens. En 2020, malgré la pandémie de COVID-19, la Chine a construit un nombre record d'éoliennes qui a dépassé celui de tout le reste de la planète.

Le directeur général de l'AIMIA (Association équatorienne des industries du bois), Christian Riofrío, a lui-même reconnu : « C'est certainement un paradoxe que la génération d'énergie propre exerce une pression sur la forêt vierge en Amazonie. Lorsque la demande est forte, avec des prix élevés, le marché noir explose. » (2) Pour Riofrío, c'est le marché noir le problème, mais il ne tient aucunement compte des effets sociaux et environnementaux de cette industrie.

Il est ironique que le président chinois, Xi Jinping, ait présenté de nouveaux objectifs en décembre 2020 qui seront intégrés à sa proposition dans le cadre de l'Accord de Paris. La

Chine vise à atteindre son maximum d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 et à les réduire à net zéro en l'an 2060. Pour ce faire, il propose d'augmenter la capacité installée d'énergie éolienne et solaire à 1 200 GW d'ici 2030. Si toute cette capacité provenait du vent, il faudrait construire 1 million d'éoliennes. Les propositions concrètes pour atteindre ces objectifs causeront sûrement une violation encore plus massive des droits des peuples et de la nature, dans leurs propres territoires et au-delà, comme on l'a déjà constaté avec l'extraction du balsa en Équateur.

Alors que la croissance des parcs éoliens en Chine est exponentielle, elle est également forte aux États-Unis et en Europe. Le président des États-Unis, Joe Biden, a récemment annoncé le déploiement de 30 gigawatts de capacité d'énergie éolienne au large (en territoire marin) d'ici 2030 alors que les pays de l'Union européenne ont annoncé que leur capacité de génération éolienne atteindrait 340 gigawatts également d'ici 2030. General Electric demeure la première productrice de turbines éoliennes au monde, suivie de la chinoise Xinjiang Goldwind et de la danoise Vestas.

La fabrication de millions d'éoliennes en Chine, en Europe et aux États-Unis exigera l'extraction massive de métaux dans de multiples sites partout sur la planète ainsi que l'abattage brutal d'arbres de balsa. Par ailleurs, rappelons-nous que ces appareils ne durent pas plus de 25 ans, car avec le temps leurs pièces se détériorent. Ainsi, avant 2050, il faudra toutes les fabriquer une nouvelle fois.

### ***Mais il existe aussi des résistances***

Mais tout n'est pas à vendre dans la forêt. Il existe des communautés qui se sont opposées à l'arrivée des entreprises et des intermédiaires ; elles savent que le bois de balsa constitue un élément fondamental de l'équilibre de la forêt. Pour la NASE (Nationalité Sapara de l'Équateur), le balsa constitue une protection naturelle contre les esprits qui circulent dans les rivières et permet la vie dans les communautés. Les Saperas se sont prononcés fortement contre les visées destructrices des entreprises qui ont tenté à plusieurs reprises de convaincre leurs dirigeants de promouvoir l'exploitation du balsa dans le territoire. Certaines communautés Kichwas et Achuars en Amazonie Sud de l'Équateur maintiennent une position similaire.

Une fois de plus, une puissance qui affirme produire de l'énergie propre arrache le squelette des forêts de ce petit pays amazonien. C'est un paradoxe de la soi-disant « économie verte » qui met fin à la stabilité naturelle des forêts et de la jungle.

*Acción Ecológica, Équateur*

<https://www.accionecologica.org/>

(1) Vidéo du gouvernement territorial autonome de la nation Wampis qui a circulé dans les réseaux sociaux en mai 2021.

(2) Consulté le 11 juin 2021 : <https://www.primicias.ec/noticias/economia/subsidio-energia-eolica-china-balsa-ecuador/>

## Énergies renouvelables et « hydrogène vert » : une destruction renouvelée ?



Congo River. Ph: Ollivier Girard - CIFOR

Dans une déclaration de 2020 de l'Association internationale de l'hydroélectricité (IHA), les plus grandes sociétés hydroélectriques du monde appellent les gouvernements à « accélérer la délivrance des permis de construire » afin que la construction de nouveaux grands barrages puisse commencer le plus rapidement que possible. (1) Les industriels du secteur hydroélectrique font également pression pour que les grands barrages soient considérés comme essentiels à la relance après la pandémie de Covid-19 et à « la transition vers des économies zéro émissions nettes de carbone » (2), en présentant des projets dévastateurs comme étant à la fois « propres » et essentiels à une « transition énergétique verte ».

Les énergies renouvelables à l'échelle industrielle, notamment l'hydroélectricité, l'énergie éolienne et l'énergie solaire, se positionnent comme une solution à notre consommation d'énergie toujours croissante. En outre, la production d'hydrogène « vert » ajoute un degré supplémentaire d'injustice en lien avec ces méga-infrastructures. Pourtant, le remplacement de la source d'énergie ne résout en aucun cas le véritable problème posé par les niveaux excessifs de consommation d'énergie, qui sont alimentés par la croissance économique d'accumulation. Cela ne remet pas non plus en question la violence intrinsèque aux sociétés que cette énergie alimente. (3)

De nombreux acteurs privés et publics poussent à l'augmentation de leur capacité de production et d'utilisation de l'hydrogène dans le cadre des plans de relance « verts » après la crise économique causée par la pandémie. L'hydrogène commence à occuper une place centrale dans les débats sur la « transition verte ». Le gouvernement allemand a annoncé son intention de dépenser 9 milliards d'euros (10,7 milliards de dollars) pour soutenir son industrie nationale de l'hydrogène. (4) De même, la Commission européenne a commencé à promouvoir l'hydrogène comme moyen de réduire les émissions de carbone et d'atteindre ses objectifs climatiques du Green Deal. L'UE prévoit d'intensifier les projets d'« hydrogène renouvelable » et d'investir un montant cumulé de 470 milliards d'euros (740 milliards de dollars) d'ici 2050. (5) De plus, la secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, a déclaré que l'hydrogène « contribuera[it] à décarboner les secteurs industriels et lourds très

polluants [aux États-Unis] [...] et à atteindre une économie zéro émission nette d'ici 2050. » (6)

### **Qu'est-ce que « l'hydrogène vert » ?**

En règle générale, « l'hydrogène vert » ou « l'hydrogène renouvelable » désigne la production d'hydrogène sans recourir aux combustibles fossiles. La technique la plus courante consiste à extraire l'hydrogène de l'eau, qui est composée de deux parties d'hydrogène et une partie d'oxygène (H<sub>2</sub>O). Un procédé appelé électrolyse divise la molécule d'eau en ses deux éléments constitutifs. Pour produire de l'« hydrogène vert », il faut de l'eau, un électrolyseur et beaucoup d'électricité. Si l'électricité provient de sources renouvelables, telles que l'éolien, le solaire ou l'hydroélectricité, l'hydrogène est alors qualifié de « vert ». L'hydrogène peut alors être utilisé, grosso modo, de deux manières. Il peut être brûlé pour produire de la chaleur ou introduit dans une pile à combustible pour produire de l'électricité.

Le stockage et le transport de ce gaz extrêmement inflammable ne sont pas faciles ; ils exigent beaucoup de place. C'est pourquoi le transport en vrac d'« hydrogène vert » nécessite des pipelines spécialisés, en mettant le gaz sous pression ou en le refroidissant jusqu'à l'état liquide. De plus, il est crucial de souligner que, la production d'« hydrogène vert » peut nécessiter jusqu'à neuf kilogrammes d'eau de haute pureté par kilogramme d'hydrogène. (7) Elle pourrait entrer en concurrence avec d'autres besoins et utilisations de l'eau propre, qui devient de plus en plus rare.

De grandes compagnies pétrolières comme Shell et BP ont déjà annoncé des investissements dans la production d'« hydrogène vert ». (8) Et plusieurs grands projets d'« hydrogène vert » sont déjà programmés ou en cours de développement par les gouvernements du Canada, de la Chine, de l'Allemagne, du Japon, de la Norvège, du Portugal, des États-Unis, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de l'Australie et d'autres pays.

Aujourd'hui, la production d'« hydrogène vert » est devenue une justification de plus qui permet à des groupes d'intérêt d'accélérer la construction d'infrastructures d'énergie renouvelable à grande échelle. Les impacts néfastes pour les communautés et les espaces de vie détruits par la construction de ces infrastructures restent largement passés sous silence.

C'est le cas du projet Grand Inga en République démocratique du Congo (RDC), avec le méga barrage controversé « Inga 3 » qui menace actuellement les communautés qui habitent le long du fleuve Congo et coexistent avec lui.

Le 15 juin 2021, le gouvernement de la RDC a annoncé que le groupe australien Fortescue Metals développerait le projet hydroélectrique de Grand Inga. Fortescue est le quatrième plus grand producteur de minerai de fer du monde et a établi un plan pour devenir « neutre en carbone » d'ici 2030 ; soit 10 ans plus tôt que l'objectif qu'il s'était précédemment fixé. Fortescue Future Industries (FFI), filiale à 100 % de Fortescue, développe des projets de construction de capacités de production d'énergie renouvelable et d'« hydrogène vert » à grande échelle.

Andrew Forrest, le président de Fortescue, a déclaré dans un communiqué de presse en avril 2021 : « Notre objectif est de fournir les deux "chaînon manquants" dans la bataille

contre le changement climatique, pour créer à la fois la demande et l'offre d'hydrogène vert. En raison de leur performance énergétique élevée et de leur neutralité environnementale, l'hydrogène vert et l'électricité verte directe ont le potentiel d'éliminer les combustibles fossiles des chaînes d'approvisionnement. Une fois établies, ces avancées réduiront également considérablement les coûts d'exploitation de Fortescue. » (9)

### ***Le projet Grand Inga en RDC : une chaîne de spoliations***

Le projet Grand Inga fait référence à une série de barrages proposés pour le cours inférieur du fleuve Congo. C'est le deuxième fleuve du monde en termes de débit, après l'Amazone, et le deuxième plus long fleuve d'Afrique, après le Nil. Le plan prévoit de construire le Grand Inga en sept phases. Inga 1 et Inga 2 ont été mis en service en 1972 et 1982 respectivement. Inga 3, un projet qui suscite controverses et de critiques, est le prochain sur la liste. Le site d'Inga 3 se trouve sur la plus grande chute d'eau du monde en volume, les chutes d'Inga, qui consistent en une série de chutes et de rapides.

Il est un fait que les habitants de la RDC ont besoin d'électricité : plus de 90 % de la population n'a pas accès au réseau électrique. La capitale de la RDC, Kinshasa, compte plus de 10 millions d'habitants et moins de 30 % d'entre eux ont accès à l'électricité. Malgré cette énorme fracture énergétique, une série de lignes de transport à haute tension recevraient l'énergie du méga barrage Inga 3 proposé et transporterait l'électricité vers des centres industriels et urbains très éloignés. Ces lignes de transport n'apporteront pas l'électricité au peuple congolais. (10)

Inga 1 et Inga 2 ont entraîné le déplacement forcé des communautés sans compensation et leur réinstallation dans des camps, et ont ainsi dégradé leurs conditions de vie et affecté négativement leurs moyens de subsistance. Beaucoup de personnes vivent encore dans le « Camp Kinshasa », privées de services de base comme un accès adéquat à l'eau et l'assainissement. La construction d'Inga 3 ne contribuerait pas seulement à aggraver un « développement » induit par la pauvreté, une dette générationnelle et des violations des droits humains, mais ce méga barrage aura également un impact négatif sur les écosystèmes d'eau douce de la RDC. Inga 3 inonderait la vallée de Bundi, affectant les terres agricoles et divers territoires. La vallée est aussi un berceau culturel, abritant des cimetières, des sites sacrés, dont certains servent à la pratique de rites ancestraux. La réduction du débit du fleuve peut entraîner une perte de biodiversité et un changement des espèces dominantes. La zone inondée peut également créer un environnement propice à la reproduction de vecteurs hydriques tels que le paludisme via le moustique Malanquin. Le barrage pourrait, en outre, provoquer d'énormes émissions de méthane et contribuer ainsi au réchauffement climatique. (11) Le directeur de l'Agence pour le développement et la promotion de Grand Inga, Bruno Kapandji, estime que Inga 3 entraînerait le déplacement de 37 000 personnes. (12)

Le projet Grand Inga, dont le barrage Inga 3, a déjà été concédé à un consortium chinois qui comprend China Three Gorges Corporation et un consortium espagnol qui comprend AEE Power. L'accord a été signé en 2018, mais, en raison de problèmes de viabilité économique, la construction n'a pas encore commencé. Le principal conseiller de la RDC en matière d'infrastructures, Alexy Kayembe De Bampende, a déclaré en juin 2021 que le projet Grand Inga sera désormais dirigé par Fortescue et que « la société chinoise [et la société espagnole] sont invitées à rejoindre Fortescue ». (13) Le président de Fortescue a déclaré

que l'entreprise utilisera l'énergie pour produire de l'hydrogène à exporter dans le monde entier. (14)

### ***L'« hydrogène vert » : une façade pour masquer la poursuite de la pollution et de la spoliation***

La relance du projet incroyablement énorme de Grand Inga - s'il se concrétisait, il s'agirait du plus grand projet hydroélectrique du monde – reviendrait à ne tenir aucun compte de la longue résistance des communautés déjà affectées par Inga 1 et 2 et de celles qui seraient affectées par Inga 3. (15) Il s'agirait d'une atteinte directe au fleuve Congo et aux communautés qui coexistent avec lui et en dépendent.

La promotion de « l'hydrogène vert » comme « carburant du futur » et la voie de l'« économie de l'hydrogène » sont un signal d'alarme pour les communautés du monde entier qui luttent contre les méga-infrastructures d'énergies renouvelables. Cette offensive annonce également clairement que le modèle énergétique inégal et injuste actuel restera intact dans le cadre de la soi-disant « économie verte ».

L'« hydrogène vert » de Fortescue ne fournira pas d'énergie aux 90 % de Congolais qui en sont privés. Par ailleurs, les impacts et la pollution de la construction du méga-barrage ainsi que des installations de liquéfaction et du transport du combustible jusqu'aux consommateurs et aux industries, situés pour la plupart dans les pays du Nord, restent dissimulés.

Et la RDC n'est pas le seul pays ciblé par Fortescue L'entreprise envisage de construire une usine d'« hydrogène vert » dans l'État de Rio de Janeiro, au Brésil, qui serait alimentée par des projets d'énergie solaire et éolienne. De même, en novembre 2020, la société a annoncé qu'elle envisageait une usine d'« hydrogène vert » de 250 MW en Tasmanie. (16) L'entreprise s'aventure également en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour trouver des ressources hydroélectriques. (17) Fortescue prétend même obtenir un label d'« acier vert » pour l'industrie sidérurgique en lui fournissant de l'« hydrogène vert » comme combustible. (18)

Les projets d'« hydrogène vert » d'autres entreprises et d'autres gouvernements progressent également dans le monde entier. Le Maroc a signé en 2020 un protocole d'accord avec l'Allemagne sur la production potentielle de ce carburant. (19) Enegix Energy a signé un protocole d'accord avec le gouvernement de l'État brésilien du Ceará pour construire la plus grande centrale « d'hydrogène vert » au monde, qui sera alimentée par de grands projets éoliens (voir l'article dans ce bulletin sur les impacts locaux au Ceará). (20) De même, au Chili, HIF, un consortium qui réunit le chilien AME, l'italien Enel Green Power, l'allemand Porsche, l'allemand Siemens Energy avec la collaboration de l'entreprise énergétique nationale chilienne Enap, a annoncé le premier projet d'« hydrogène vert » dans le pays, qui sera alimenté par des éoliennes. (21)

### ***Une souveraineté énergétique juste !***

Pour les dizaines de millions de personnes dont la vie et les moyens de subsistance ont été directement lésés par la construction de méga barrages à travers le monde, comme dans les cas d'Inga 1 et d'Inga 2, la déclaration de l'Association internationale de l'hydroélectricité mentionnée au début de cet article est clairement une pilule difficile à avaler.

Les infrastructures d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle et les industries de l'« hydrogène vert », ainsi que leurs bailleurs de fonds, dissimulent les effets sociaux dévastateurs d'infrastructures à si grande échelle et passent sous silence les impacts extrêmes sur les espaces de vie, la biodiversité, les ressources en eau douce, les forêts, les terres fertiles et bien d'autres.

Au lieu d'accélérer encore la destruction et la pollution, les gouvernements doivent accorder la priorité à un accès à l'énergie localisé, hors réseau et juste qui respecte les écosystèmes fluviaux, les espaces de vie et les communautés. La tactique consistant à qualifier l'« hydrogène vert » de « combustible du futur » est une tentative désespérée de maintenir intacts les niveaux croissants de production et de consommation, ainsi que les inégalités que cela engendre. La discrimination, le racisme et l'exploitation sont renforcés par l'imposition de ces méga-infrastructures qui, à leur tour, aggravent un système énergétique injuste.

Joanna Cabello, [joanna@wrm.org.uy](mailto:joanna@wrm.org.uy)  
Membre du secrétariat du WRM

- (1) IHA, 2020, Hydropower associations unite to set Covid-19 recovery pathway, <https://www.hydropower.org/news/hydropower-associations-unite-to-set-covid-19-recovery-pathway>
- (2) IHA, 2021, New paper: Couple green hydrogen with hydropower to create a net zero future <https://www.hydropower.org/news/the-green-hydrogen-revolution-hydropowers-transformative-role>
- (3) Dunlap, Alexander, 2018, End the "Green" Delusions: Industrial-scale Renewable Energy is Fossil Fuel+, <https://www.versobooks.com/blogs/3797-end-the-green-delusions-industrial-scale-renewable-energy-is-fossil-fuel/>
- (4) Bloomberg, 2020, Germany Just Unveiled the World's Greenest Stimulus Plan, <https://www.bloomberg.com/news/terminal/QBPFVDT0G1L2>
- (5) ABC News, What is green hydrogen, how is it made and will it be the fuel of the future? <https://www.abc.net.au/news/science/2021-01-23/green-hydrogen-renewable-energy-climate-emissions-explainer/13081872>
- (6) The Economic Times, 2021, U.S. seeks less costly clean hydrogen in fight against climate change <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/renewable/u-s-seeks-less-costly-clean-hydrogen-in-fight-against-climate-change/83327972>
- (7) JDSUPRA, 2020, Water Resource Considerations for the Hydrogen Economy, <https://www.jdsupra.com/legalnews/water-resource-considerations-for-the-84603/>
- (8) Green Tech Media, 2020, Shell's Latest Offshore Wind Bid Would Power a Huge Green Hydrogen Cluster, <https://www.greentechmedia.com/articles/read/latest-shell-offshore-wind-bid-would-power-green-hydrogen-cluster>
- and Green Tech Media, 2020, Lightsource BP Explores Green Hydrogen Site Powered by 1.5GW of Australian Renewables, <https://www.greentechmedia.com/articles/read/lightsource-bp-exploring-1.5gw-of-power-for-green-hydrogen-site>
- (9) Green Car Congress, 2021, Iron ore leader Fortescue pushing green hydrogen, ammonia and electricity projects, <https://www.greencarcongress.com/2021/04/20210410-fmg.html>
- (10) International Rivers, Inga Campaign, <https://www.internationalrivers.org/where-we-work/africa/congo/inga-campaign/>
- (11) Idem (10)
- (12) Global Construction Review, 2018, Spanish, Chinese companies to fund \$18bn Inga dam in DRC, <https://www.globalconstructionreview.com/news/spanish-chinese-companies-fund-18bn-inga-dam-drc/>
- (13) NS Energy, 2021, Congo selects Fortescue to develop Grand Inga hydro project, <https://www.nsenerybusiness.com/news/fortescue-grand-inga-hydro-project/>
- (14) Reuters, 2021, Congo picks Australia's Fortescue to develop giant hydro project, <https://www.reuters.com/business/energy/australias-fortescue-talks-worlds-biggest-hydropower-project-congo-2021-06-15/>
- (15) International Rivers, 2021, Fortescue Metals Group's Plan to Develop Grand Inga Hydro Scheme Won't Deliver Green Energy for DRC, <https://www.internationalrivers.org/news/international-rivers-statement-on-fortescue-metals-groups-agreement-to-develop-grand-inga-hydro-scheme/>
- (16) Reuters, 2021, Australia's Fortescue eyes Brazil plant amid green hydrogen push, <https://www.reuters.com/article/fortescue-brazil/australias-fortescue-eyes-brazil-plant-amid-green-hydrogen-push-idUSL1N2LD1TS>
- (17) Australian Mining, 2021, Fortescue to build second hydrogen plant, <https://www.australianmining.com.au/news/fortescue-to-build-second-hydrogen-plant/>

(18) ABC News, 2021, Andrew Forrest on how green steel and hydrogen offer a chance to fix our climate and our economy, <https://www.abc.net.au/news/2021-01-22/boyer-lecture-andrew-twiggy-forrest-green-hydrogen-climate/13077070>

(19) Bloomberg, 2020, Congo Hydrogen Plant Being Considered by European Turbine Makers, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-08-21/congo-hydrogen-plant-being-considered-by-european-turbine-makers>

(20) Power Technology, 2021, Green hydrogen, green energy: inside Brazil's \$5.4bn green hydrogen plant, <https://www.power-technology.com/features/green-hydrogen-green-energy-inside-brazils-5-4bn-green-hydrogen-plant/>

(21) Sustentable, 2021, Especial hidrógeno verde: aprueban primera planta de hidrógeno verde de América Latina, <http://www.sustentable.cl/especial-hidrogeno-verde-aprueban-primera-planta-de-hidrogeno-verde-de-america-latina/>

## L'énergie éolienne sur la côte nord-est du Brésil et les contradictions entre « énergie propre », injustices et racisme environnementaux



Ph: Brasil de Fato

Face aux exigences de la consommation en vue d'étayer, développer et étendre les modes de vie urbains-industriels-capitalistes dominants dans la nommée société globale, la production d'énergie ne se fait pas sans une forte interférence quotidienne sur la nature, sur l'environnement, et sur de multiples sociétés et peuples, à partir de leurs territoires et de leurs expériences. Quelles que soient la source d'énergie et la technologie utilisées pour sa génération, dans ces modèles dominants les projets énergétiques produisent, dans des contextes de profondes inégalités, d'innombrables conflits, risques et préjudices socio-environnementaux.

Il apparaît qu'au Brésil et en Amérique latine, la dynamique de la demande, de l'accès et de l'utilisation de la terre, de l'eau et du territoire, ainsi que les dommages écologiques et socio-environnementaux qui en résultent, portent l'héritage de faits historiques. Par exemple, l'expropriation de territoires tiers et l'établissement d'un pouvoir politique, économique, juridique, militaire et religieux, basé sur la suprématie du colonisateur - hommes et femmes blancs - sur les peuples originaires et noirs. Dans ces processus, la violence, l'assujettissement et la violation des corps, de l'histoire et de la dignité se sont institués en tant que méthodes. Encore aujourd'hui, malgré toutes les conquêtes de droits sociaux, ces héritages sont ancrés dans les pouvoirs politiques, économiques et socioculturels dominants. Dans les conflits socio-environnementaux actuels, de tels héritages se manifestent par le biais de la naturalisation des privilèges blancs sur les politiques d'État et sur les relations entre État et secteur privé, et auprès des populations noires, des peuples autochtones, des peuples de l'eau, des communautés quilombolas et autres. Ces derniers,

par ailleurs, n'ont pas nécessairement pour référence les modèles de vie et d'organisation consuméristes et énergivores.

Dans ces circonstances, même si la source de production énergétique via l'industrie éolienne au Brésil et surtout dans la Région du Nord-Est, est considérée comme technologiquement et écologiquement plus propre, la manière concrète par laquelle sont mis en œuvre les complexes éoliens est marquée par la logique productiviste/consumériste. Selon les valeurs présentes dans cette logique, l'approvisionnement des besoins humains n'est viable que sous la forme du profit et de la surexploitation au grand dam de l'environnement, des territoires et de leurs populations. Outre, ce processus ne cesse d'être traversé, historiquement, par le racisme structurel et ses expressions dans la réalité environnementale et dans les fragilités démocratiques qui entravent la sauvegarde des droits des peuples.

### **Énergie éolienne et violations des droits au pays des vents**

Des études du secteur indiquent que la production d'énergie en provenance de l'industrie éolienne représente aujourd'hui, en 2021, environ 10 % de la matrice énergétique brésilienne, le Nord-Est étant la région la plus puissante en « gisements éoliens ». Il existe actuellement environ 599 parcs et 7285 tours déjà installés dans les territoires du nord-est, cumulant environ 16 GW, ce qui équivaut à 80% de la capacité de production éolienne nationale, selon les données de ce secteur d'industrie. (1) Ce chiffre est en croissance permanente, fomenté par les enchères déjà organisées pour l'achat contractuel d'électricité.

Depuis 2002, surtout avec le Programme de Subventions aux Sources d'Énergie Alternatives - PROINFA, les secteurs liés aux énergies renouvelables - en particulier l'énergie éolienne - ont pris de l'ampleur dans la politique fédérale, au sein des cadres réglementaires, des investissements et des subventions, et dans les mécanismes de leur mise en œuvre, tels que les enchères publiques spécifiques tournées vers les énergies renouvelables, réalisées par le Ministère des Mines et de l'Énergie. Le Brésil, et particulièrement sa région du Nord-Est, s'impose de plus en plus comme le plus grand producteur d'énergie éolienne en Amérique latine, intégrant le sélect groupe de pays ayant la plus grande capacité éolienne au monde. Dans des États tels que Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Bahia, Piauí, les parcs éoliens occupent principalement les zones côtières, mais s'étendent également vers les montagnes et l'arrière-pays semi-aride.

Cependant, à l'instar des autres chaînes énergétiques, de nombreuses violations des droits imprègnent les processus. Par exemple, bien que le Brésil soit signataire de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, le droit des communautés traditionnelles à être consultées à l'avance sur l'installation de mégaprojets sur leurs territoires ne leur est pas assuré. En général, la communauté est la dernière à être informée, et souvent par le biais d'audiences publiques préparées en guise de *check-list* bureaucratique, pour la présentation de fragiles études d'impact. D'autre part, les projets considérés dans les enchères ne prennent pas dûment en compte, la situation sociale et environnementale et les impacts de fait, largement dénoncés par les communautés qui en ont déjà été affectées. Leurs réclamations sont généralement traitées comme des plaintes infondées et gérables sur la base de négociations individuelles, de promesses et de projets assistanciers.

Toutefois, malgré les décisions institutionnelles, politiques et économiques, prises à partir d'une participation communautaire toujours sous-estimée, l'interférence environnementale des parcs éoliens devient de plus en plus visible lors de leur mise en œuvre. Au Quilombo

do Cumbe (Aracati/Côte Est de l'État de Ceará), par exemple, la construction de nouvelles routes pour transporter des marchandises, des matériaux et des équipements lourds a changé le quotidien de la communauté, provoqué des maladies respiratoires dues à une poussière intense et constante et a endommagé la structure des habitations. Dans la communauté de pêcheurs de Xavier (Camocim/Côte Ouest du Ceará), les lacs ont été ensevelis et la communauté est restée retranchée dans l'aire de l'entreprise. Dans les deux communautés il y eu des restrictions d'accès aux zones de pêche artisanale.

De plus, la création d'emplois n'a lieu que pendant la durée des travaux et s'adresse essentiellement au public masculin, la main-d'œuvre, essentiellement externe, entraînant l'arrivée de travailleurs dans les collectivités locales. Dans les chaînes des grands projets, l'arrivée en masse d'hommes dans les territoires déclenche les vulnérabilités de genre qui retombent sur les femmes et les enfants, avec des risques accrus de violences et d'exploitation sexuelle, de grossesses non désirées et une population de jeunes mères célibataires, le tout dans un contexte de perte de territoire, de travail et de perspectives.

Au niveau de la législation, les effets écologiques et sociaux de l'énergie éolienne, considérée comme à faible impact et à faible carbone, sont sous-estimés. Ce qui n'empêche pas les parcs éoliens de privatiser de vastes étendues de terres, retranchant les territoires des communautés locales et causant des dommages directs tels que la perte d'accès aux zones de pêche et zones agricoles. Dans la Zone Côtière du nord-est, les champs de dunes et les sources d'eau douce des lagunes interdunaires sont voient détruits, ce qui a un impact sur le flux des nappes phréatiques et sur les activités de production agricole communautaire. Si d'un côté il existe des incitations à différents niveaux, parmi elles, l'exclusivité donnée aux entreprises de participer à la définition des politiques, il y a, d'autre part, un manque de reconnaissance des populations ancestrales qui y vivent, accentuant les très graves conflits fonciers et les difficultés historiques d'assurer la sécurité territoriale aux peuples et aux communautés traditionnelles.

Ainsi que dans les innombrables autres conflits fonciers et environnementaux causés par de grands projets de développement, dans le cas de l'industrie éolienne, ces communautés sont également affectées par les scandaleux *déficits* de représentation démocratique, et doivent faire face, quotidiennement, pour assurer leur pérennité sur leurs terres, à la blancheur et au patriarcat raciste dominant dans le système judiciaire, dans les pouvoirs législatif et exécutif. Néanmoins, face aux promesses d'amélioration de la vie communautaire qui viendraient compenser les dommages socio-environnementaux et écologiques, il est fréquent que l'arrivée de ces projets provoquent des conflits intercommunautaires. Les controverses autour des récits et des significations fragilisent les représentations communautaires, qui subissent persécutions et menaces et il est souvent nécessaire d'enclencher des politiques publiques de protection. Cette situation est encore aggravée par la pandémie, par les pertes démocratiques et par le chaos politique dans lequel les élites ont plongé le pays depuis 2014, entraînant la montée, également dans les territoires, de forces extrémistes, anti-droits et anti-environnementales, et ouvertement racistes, misogynes et hétéro cisnormatives.

En conclusion, le thème de la production d'énergie doit reconnaître les injustices et le racisme environnementaux, sous peine de réduire les risques, la sécurité et la durabilité énergétiques aux solutions technologiques et mercantiles qui viennent accompagnées de discours et de l'intention de répondre aux besoins humains avec une « attention verte », mais sont, de fait, indifférents aux injustices et aux inégalités qui imprègnent la réalité environnementale et la démocratie.

Surtout, ils ne prennent pas en compte que les besoins humains appellent à des changements structurels du modèle dominant d'exploitation économique et environnemental, des relations de pouvoir et de la dénaturalisation, du non-respect des peuples dans leur diversité et leurs droits. Cela implique également de reconnaître que les connaissances et les expériences de ces populations représentent une richesse et un potentiel énormes pour faire face, apprendre à vivre avec et surmonter les crises environnementales de notre temps.

Tous les types de production d'énergie à grande échelle présentent d'énormes impacts. Ce ne sont pas seulement des impacts ponctuels et locaux, mais à tous les niveaux et à toutes les échelles, depuis la mise en place de ces mégaprojets jusqu'aux filières industrielles alimentées par cette production d'énergie. Dans ces modèles dominants de production et de consommation, la centralisation de la matrice énergétique et la concentration du pouvoir de décision demeurent, aux côtés des traits inégalitaires, et ceci malgré le changement de la source énergétique. D'autre part, il est possible de mettre en valeur des expériences à l'échelle communautaire, une production d'énergie plus décentralisée, avec des alternatives et des solutions à une échelle plus réduite, des solutions plus autonomes tournées vers le logement – communautés - et les villes, avec des technologies basées sur des sources renouvelables, une participation plus populaire et une attention accordée aux droits à l'eau, à la terre, au territoire, y compris à l'énergie.

*Cris Faustino, coordinatrice des Processus Internes de l'Instituto Terramar, et Beatriz Fernandes, Conseillère de Terrain à l'Instituto Terramar, Brésil*

(1) Données disponibles sur <https://www.canalenergia.com.br/noticias/53163929/energia-eolica-chega-a-18-gw-de-capacidade-instalada-no-brasil> et [http://abeeolica.org.br/wp-content/uploads/2021/06/PT\\_Boletim-Anual-de-Gera%C3%A7%C3%A3o\\_2020.pdf](http://abeeolica.org.br/wp-content/uploads/2021/06/PT_Boletim-Anual-de-Gera%C3%A7%C3%A3o_2020.pdf) consulté le 14 juin 2021

## L'« économie numérique » : consolider l'expansion de l'extraction et de la pollution



Google data centre. Ph: Green Queen

L'idée selon laquelle l'économie devient de plus en plus « numérique » découle généralement de l'hypothèse que les technologies de l'information (des ordinateurs et des drones aux blockchains (1) et en passant par les machines de reconnaissance) seraient au cœur de l'activité économique future. *L'« économie numérique » est généralement décrite comme* une économie qui a un impact relativement faible sur l'environnement, une économie dans laquelle les ressources matérielles sont pratiquement inutiles. Mais qu'est-ce qui (et qui) se dissimule derrière ces images d'une économie presque éthérée et plus propre ?

Outre le niveau alarmant de concentration des entreprises qui accompagne la numérisation de l'économie, les divers impacts environnementaux et sociaux des technologies de l'information deviennent de plus en plus évidents. Ils concernent non seulement les sous-produits toxiques associés à sa production, mais aussi la pollution causée par les quantités massives d'énergie et d'eau nécessaires aux centres de données tels que ceux de Google et Facebook. Quand on regarde l'immense réseau de fils, câbles, tours, générateurs et autres équipements physiques sur lequel est fondé l'univers apparemment virtuel de ce qu'on appelle le « cyberspace », l'univers « numérique » ne semble pas très éloigné des formes plus traditionnelles de fabrication industrielle. (2)

Les énormes quantités d'électricité supplémentaires nécessaires pour faire fonctionner les énormes bibliothèques de « mégadonnées » par le biais d'ordinateurs ultrarapides regroupés dans des centres de données géants exercent une pression encore plus forte sur les terres forestières qui abritent des ressources hydrauliques et des combustibles fossiles. Ces nouvelles demandes massives d'énergie exercent également une pression accrue sur la stabilité climatique. Ces centres de données sont souvent également appelés entrepôts de données, grappes de serveurs, fermes de serveurs ou, plus récemment, « le cloud », un nom plus pratique qui camoufle ces opérations massives derrière l'image immatérielle d'un « nuage ». La consommation électrique cumulée des entreprises technologiques géantes comme Amazon, Google, Microsoft, Facebook et Apple s'élève à plus de 45 térawattheures par an, soit à peu près autant d'énergie que l'ensemble du pays de la Nouvelle-Zélande.

Cette consommation devrait augmenter, car l'essor de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine nécessite une plus grande puissance de calcul. (3) Si le « cloud » était un pays, il serait le sixième plus gros consommateur d'électricité de la planète. Et bien sûr, toute utilisation d'énergie génère de la chaleur. Le refroidissement, d'une ferme de serveurs, même de taille moyenne, peut nécessiter jusqu'à 1,36 million de litres d'eau propre et réfrigérée par jour ; une seule installation de fabrication de semi-conducteurs nécessite des millions de litres. La diminution des disponibilités en eau ne constitue que l'une des nombreuses conséquences imprévues dont les implications commencent à peine à être perçues. (4)

La numérisation impacte tous les aspects de la société. La fabrication d'appareils numériques nécessite l'extraction de quantités massives de ressources minérales. Chaque ordinateur dépend de centaines de filières d'approvisionnement internationales énergivores, émettrices de déchets toxiques et associées à des conditions de travail fréquemment dangereuses pour les ouvriers concernés. Pendant ce temps, le site de vente « en ligne » Amazon possède et gère l'une des plus grandes entreprises d'entreposage, de transport et de logistique au monde.

Lorsque l'on prend en compte les différents niveaux des chaînes de production, d'exploitation et de consommation de l'« économie numérique », il devient évident qu'elle est loin d'être « propre » et que ses impacts sur l'environnement et le climat, et donc sur les populations qui dépendent de ces espaces de vie, sont immenses. C'est un phénomène mondial caractérisé par une longue histoire d'extraction, de destruction d'espaces de vie, de conditions de travail précaires, de pollution, de dégradation de l'environnement, de déplacement de communautés, de racisme et d'oppression.

### ***Numérisation de l'agriculture et des terres***

Des tentatives sophistiquées de numérisation de l'agriculture tendent à élargir le champ d'intervention de l'extraction des ressources par les entreprises et les efforts des États visant à surveiller et harceler les populations forestières et les paysans. Les grandes sociétés financières et technologiques veulent que l'agriculture devienne « connectée ». Tout un ensemble de drones, de technologie 5G, de télédétection et de satellites est en train de servir d'ossature à de cette « agriculture numérique », qui vise à transformer le matériel génétique des semences, des sols et des ressources en eau, ainsi les activités de culture, de transport, de stockage et de vente, en circuits de données. Les couloirs de transport et d'extraction assistés par ordinateur menacent par ailleurs les moyens d'existence et les territoires des populations forestières et des paysans. Et la question de savoir qui est réellement propriétaire de ces données est un enjeu crucial par rapport au pouvoir sur les chaînes de production alimentaire et les territoires paysans. (5)

Les géants de la distribution comme Amazon, Walmart, Alibaba et Flipkart profitent également de l'explosion du marché de la livraison alimentaire à domicile. Ils s'associent à d'autres entreprises technologiques géantes afin de bénéficier des technologies de l'information pour accéder aux données sur ce que les gens achètent, mangent et portent. Cela les aide à mieux influencer et orienter les choix de consommation de manière toujours plus sophistiquée.

De plus, on observe une tendance croissante à la numérisation de la gouvernance foncière et de l'utilisation des terres et des ressources qui y sont liées. Cette numérisation fait

intervenir l'utilisation de technologies de localisation et la mesure des limites de propriété. Et bien qu'en théorie, ces technologies puissent faciliter les processus d'attribution de titres fonciers, leur utilisation dans le cadre des déséquilibres de pouvoir existants qui marginalisent les titres de propriété collectifs et les droits des communautés forestières aboutit à ce que ces technologies finissent par valider les processus historiques d'accaparement des terres.

Un récent rapport de GRAIN analysant cinq régions d'expansion de l'agro-industrie en Amérique du Sud, dont le Brésil, la Colombie, le Paraguay, la Bolivie et l'Argentine, a montré une généralisation de l'attribution de titres individuels à ceux qui sont les premiers à accéder aux systèmes de positionnement numérique (GPS) sur des terres publiques ou traditionnellement occupées par les communautés. Cette tendance, prévient le rapport, constitue fondamentalement un accaparement numérique des terres (6), et c'est ni plus ni moins que la Banque mondiale qui la renforce. La Banque a attribué 45,5 millions de dollars pour l'enregistrement de la savane brésilienne (connue sous le nom de *Cerrado*) dans le cadastre environnemental rural et 100 millions de dollars pour un cadastre polyvalent en Colombie. Les cadastres sont utilisés comme une nouvelle forme de validation des droits de propriété, légalisant les titres de propriété obtenus illégalement et issus d'injustices historiques, de violences et d'accaparements de terres. Une fois les violences historiques « effacées » par les cadastres numériques, l'origine des produits de la chaîne de valeur – comme le soja, la viande ou l'huile de palme – est révisée et validée comme « durable ». Ceci se fait grâce aux systèmes de vérification et de traçabilité de la nouvelle infrastructure technologique de ces longues chaînes de production, principalement grâce à la technologie blockchain. Par ailleurs, les mêmes systèmes numériques sont utilisés pour la surveillance et la criminalisation des personnes vivant dans ces territoires, qui ont été « effacées » par les cadastres numériques.

Une autre question clé est de savoir qui contrôle l'infrastructure physique pour rendre cette numérisation possible. En décembre 2020, le gouvernement indonésien a offert l'île papoue de Biak, qui abrite quelque 100 000 habitants, au milliardaire américain Elon Musk comme site de lancement potentiel pour SpaceX. Le projet vise à lancer et à maintenir jusqu'à 42 000 satellites en orbite autour de la Terre, afin de fournir un Internet sans fil haut débit partout sur la planète, ainsi qu'un soutien aux explorations et à la future colonisation possible de Mars. Cela nécessiterait des lancements de fusées presque quotidiens. L'agence spatiale russe Roscosmos a également pour objectif de développer un grand site de lancement de fusées sur l'île de Biak d'ici 2024. L'île se trouve également dans une région riche en cuivre et en nickel. Ces métaux sont essentiels à la production de fusées, ainsi que de batteries pour véhicules électriques à longue autonomie, tels que ceux produits par Tesla, une société également détenue par Elon Musk. (7)

### ***Une économie numérique = une économie sans papier ?***

Il était déjà clair depuis un certain temps que « l'économie sans papier », censée être respectueuse des forêts et annoncée par les partisans de l'« économie numérique » du XX<sup>e</sup> siècle, n'existerait jamais. Ses partisans ont longtemps affirmé que « le passage au zéro papier » permettait d'économiser de l'argent, de stimuler la productivité, d'économiser de l'espace, de faciliter le partage de la documentation et des informations, de mieux sécuriser les informations personnelles et de protéger l'environnement. Ils ont également affirmé que l'utilisation du papier diminuerait et que l'expansion de l'industrie des pâtes et papiers serait ralentie par cette tendance « numérique ». Mais ce n'est pas ce qui s'est passé.

L'industrie papetière s'est en grande partie tournée vers les matériaux d'emballage en raison de l'énorme demande associée à l'expédition de produits achetés « en ligne », ainsi que d'autres demandes constantes et croissantes telles que les papiers absorbants et les emballages alimentaires.

Les achats « en ligne » ont nécessité des emballages permettant d'optimiser la présentation des produits en rayonnages pour un stockage plus efficace. Cette croissance s'accompagne d'une demande accrue de boîtes en carton. Les ventes « en ligne » de produits papetiers sont en croissance aux États-Unis et en Chine, qui sont les plus gros marchés. De plus, la demande mondiale de divers types de produits d'emballage semble également augmenter. (8)

Cette demande constante se fait d'abord sentir sur les territoires des communautés confrontées aux impacts dévastateurs des plantations d'arbres en monoculture. Le ministère indonésien de l'Industrie a confirmé en février 2021 qu'au moins six nouvelles usines de pâte à papier avaient récemment commencé à fonctionner dans le pays, ce qui met en évidence une augmentation de la demande de bois de trituration et donc de nouvelles plantations pour les alimenter. Deux des usines fonctionnent déjà à pleine capacité, trois devraient le faire d'ici la fin de cette année et la sixième atteindra 85 % de sa capacité cette année. Leur production combinée à pleine capacité sera d'un million de tonnes de pâte à papier par an. La plus grande entreprise de pâte à papier de Chine, Nine Dragons Paper, envisage également de s'implanter en Indonésie afin de produire six millions de tonnes de pâte par an. (9) Les centaines de milliers d'hectares de forêts, de tourbières et d'espaces de vie des communautés transformés en plantations d'arbres en monoculture en Indonésie ont déjà eu des effets dévastateurs, tout en entraînant une augmentation des foyers et de l'intensité des incendies incontrôlés. La construction de nouvelles usines de pâte à papier ne fera qu'exacerber ces impacts, en particulier pour la région vulnérable de Papouasie.

### ***La face « verte » de « l'ère numérique »***

Conscientes de l'énorme cortège de pollutions qu'elles laissent derrière elles, les grandes entreprises technologiques ont suivi le mouvement des campagnes de relations publiques « vertes » pour tenter d'éviter que l'économie « numérique » supposée « plus propre » perde toute légitimité.

Microsoft, par exemple, s'est engagé à avoir un « bilan carbone négatif » d'ici 2030, ce qui signifie que l'entreprise prétendra éliminer plus de dioxyde de carbone de l'atmosphère qu'elle n'en émet chaque année. Microsoft affirme que, d'ici 2050, il « éliminera de l'environnement tout le carbone que l'entreprise a émis, soit directement, soit par consommation électrique, depuis sa création en 1975 ». Cela se fera principalement par la capture du dioxyde de carbone sous terre et le recours à des projets de compensation carbone.

Apple s'est engagé à être 100 % « neutre en carbone » en ce qui concerne sa chaîne d'approvisionnement et ses produits d'ici 2030. Amazon affirme que ses expéditions seront « zéro net » et vise cet objectif pour 50 % du total de ses livraisons d'ici 2030. Google s'est engagé à faire fonctionner tous ses centres de données avec de l'électricité décarbonée (comme l'hydroélectricité, l'éolien et le solaire) 24 heures sur 24, d'ici 2030.

Cette liste d'engagements ne fait que renforcer la réalité : la demande de projets de compensation carbone à grande échelle va augmenter, ce qui, à son tour, augmentera encore plus la pression sur les forêts, les territoires des communautés et les terres fertiles.

*Joanna Cabello, [joanna@wrm.org.uy](mailto:joanna@wrm.org.uy)  
Membre du secrétariat du WRM*

- (1) La technologie blockchain permet de transférer des valeurs de propriété comme l'argent (6) de « pair à pair » –, c'est-à-dire directement d'une partie à une autre, l'intervention d'un tiers, comme une banque ou un fiduciaire. Les données de transaction sont stockées dans des blocs horodatés et liés les uns aux autres sous forme de codes et de systèmes de chiffrement, formant ainsi une chaîne. Des copies de cette chaîne sont stockées sur de multiples appareils et mises à jour à chaque nouvelle transaction, ce qui rend pratiquement impossible la modification rétroactive des transactions. Les systèmes de blockchain utilisent fréquemment ce qu'on appelle des « contrats intelligents » afin de faciliter les négociations de contrats ainsi que la commercialisation entièrement automatisée des actifs via un portail web. Pour plus d'informations, voir l'article suivant du Bulletin WRM 247 de janvier 2020 : <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/blockchain-et-contrats-intelligents-dernieres-tentatives-du-capital-pour-etablir-une-mainmise-sur-la-vie-sur-terre/>
- (2) Ensmenger Nathan, The Environmental History of Computing, Technology and Culture, Volume 59, Number 4 Supplement, octobre 2018, pp. S7-S33
- (3) Financial Times, 2021, How tech went big on green energy: <https://www.ft.com/content/0c69d4a4-2626-418d-813c-7337b8d5110d>
- (4) Idem (2)
- (5) ETC Group, 2021, Big Brother is Coming to the Farm: the Digital Takeover of Food, [https://www.youtube.com/watch?v=4P2QjXISHnM&list=PLs1KEir4Q9vSOeSCDQGizuSgll\\_93Tb5o&index=1](https://www.youtube.com/watch?v=4P2QjXISHnM&list=PLs1KEir4Q9vSOeSCDQGizuSgll_93Tb5o&index=1)
- (6) GRAIN, 2020, Digital fences: the financial enclosure of farmlands in South America: <https://grain.org/en/article/6529-digital-fences-the-financial-enclosure-of-farmlands-in-south-america>
- (7) Spaceport Genocide, International Appeal, <https://www.cellphonetaskforce.org/wp-content/uploads/2021/04/Spaceport-Genocide.pdf>
- (8) Agence internationale de l'énergie (AIE), Tracking Industry 2020, Pulp and Paper: <https://www.iea.org/reports/tracking-industry-2020/pulp-and-paper>
- (9) Mongabay, mars 2021, In Indonesia, pulp and paper firms stoke demand that may drive deforestation: [https://news.mongabay.com/2021/03/indonesia-pulp-paper-new-investment-demand-deforestation/?mc\\_cid=038bed6849&mc\\_eid=d485243601\\_er-new-investment-demand-deforestation/?mc\\_cid=038bed6849&mc\\_eid=d485243601](https://news.mongabay.com/2021/03/indonesia-pulp-paper-new-investment-demand-deforestation/?mc_cid=038bed6849&mc_eid=d485243601_er-new-investment-demand-deforestation/?mc_cid=038bed6849&mc_eid=d485243601)

## Une économie qui détruit la planète peut-elle être responsable, durable, renouvelable et certifiée ?



L'extractivisme des matières premières inclut les métaux et les minéraux, mais aussi les *commodities* de l'agriculture industrielle. En se référant à ces produits, le discours capitaliste met l'accent sur la soi-disant essentialité de ces ressources pour l'économie mondiale. Ainsi, on justifie de plus en plus l'extraction à n'importe quel prix et en quantités bien supérieures aux seuils tolérables pour maintenir l'intégrité de la planète et la sécurité, la vie et la santé des personnes.

Pour se légitimer face aux preuves indéniables des effets dévastateurs de ces activités industrielles, les sociétés extractives insistent à l'aide de stratégie de blanchiment de leur image, une stratégie qu'elles ont amplifiée durant la pandémie. Les « certifications » de chaînes de production ou de matières premières, l'utilisation de concepts comme « durable » ou « responsable » et les mécanismes de « compensation » ne constituent que quelques-unes des tactiques que dénoncent les mouvements écologistes.

Cela s'étend à la façon dont on utilise le terme « renouvelable » pour qualifier les nouvelles sources d'énergie dans les soi-disant processus de transition énergétique. Des tactiques très trompeuses, surtout dans le cadre d'une transition qui est tout sauf juste. Voilà justement mon hypothèse de départ.

L'idée qui prévaut est que la croissance économique basée sur l'extraction des matières premières à grande échelle est plus importante que tout. Alors que les émissions polluantes des industries atteignent des sommets historiques, les gouvernements affirment qu'ils centrent leurs efforts sur le sauvetage de la planète devant la crise climatique, selon les termes de l'Accord de Paris. Dans ce contexte, l'on parle d'une transition énergétique pour atteindre la « neutralité climatique. » Autrement dit, on vend l'extraction industrielle des matières premières comme une activité acceptable à la condition que l'on puisse « neutraliser » ou « compenser » la destruction ou la contamination ainsi causée à l'aide d'un autre projet dans un autre endroit.

### **Renouvelable**

Les énergies renouvelables sont appelées à remplacer les combustibles fossiles (au moins

en partie pour le moment). En raison de leurs caractéristiques naturelles et avec une gestion adéquate, elles ne s'épuisent pas et il est possible de les utiliser constamment. Ces énergies d'utilisation résidentielle et industrielle incluent l'hydroélectricité, la biomasse, l'éolien et le solaire. Le transport utilise les biocombustibles ou agrocombustibles à base d'huile de palme ou de soja et le véhicule électrique, contrairement au véhicule conventionnel à combustion interne, ne produit pas d'émissions polluantes lorsqu'elle circule, mais sa fabrication et ses immenses piles exigent une quantité et une variété beaucoup plus grandes de métaux et crée une gamme d'autres problèmes liés à l'extraction minière de ces produits. Ainsi, l'industrie minière fait partie de cette discussion et doit être examinée.

Les énergies renouvelables sont présentées comme la solution « verte » pour *décarboniser* l'économie. Cette soi-disant solution dépendante des métaux et des minéraux s'appelle le Pacte vert. Cependant, la société civile critique déjà l'Union européenne parce qu'il promeut ce mensonge vert à grande échelle qui relance la conquête mondiale des matières premières. (1)

Pour les promoteurs de ces formes d'énergie renouvelable, la réduction de l'extraction, de la production et de la consommation excessives d'énergie n'est pas si importante. En revanche, ils se concentrent sur le calcul des réductions d'émissions de gaz à effet de serre que permettrait le remplacement des énergies fossiles par les renouvelables. Il est clair que le bilan du dioxyde de carbone constitue une activité assez problématique et fonctionnelle pour l'intérêt capitaliste de maintenir la croissance de la production et de la consommation mondiales d'énergie. Cependant, aucun suivi réel n'est fait de la pollution et des impacts générés tout au long de la chaîne de production des énergies renouvelables.

Qui plus est, l'objectif ultime de nombre des nouveaux projets de génération d'énergie partout sur la planète ne consiste pas à couvrir au moins les besoins énergétiques de base de la population, mais bien d'approvisionner en énergie bon marché les grandes industries comme les mines, la métallurgie, l'automobile, l'aviation, la production d'armements, la construction et les technologies numériques. Cela démontre entre autres comment cet élan pour développer les énergies renouvelables ne conteste pas la violence et l'abandon intrinsèques au système énergétique.

### **Durable**

Ce qui est indéniable, c'est que de nos jours, n'importe quelle entreprise ou initiative peut être qualifiée de « durable » avec seulement un minimum d'efforts. Ce terme est si large et imprécis que les activités de toute évidence destructrices, comme l'extraction du pétrole, les mines ou l'expansion des monocultures industrielles à des fins énergétiques ou pour l'industrie du bois ou de pâte à papier peuvent s'attribuer ou recevoir une étiquette de production « durable » ou « responsable. »

Mais très souvent, ces industries produisent des effets brutaux : elles volent, accaparent et détruisent les terres ; elles causent le déplacement, la faim et ainsi un génocide des peuples originaires et des propriétaires légitimes de territoires. Les activités industrielles hautement polluantes, qui utilisent des produits chimiques toxiques et de la machinerie lourde dans des écosystèmes sensibles comme les forêts tropicales, les tourbières, les milieux humides, les salars ou les déserts causent non seulement l'expansion de la frontière agricole, les changements climatiques et les incendies, mais perturbent également l'approvisionnement en eau et la régulation des pluies et font augmenter le prix des aliments. (2)

Aux communautés traditionnellement durables qui coexistent avec leurs territoires, on a imposé l'idée que le « développement » consiste à produire pour exporter aux pays déjà « développés. » Maintenant, le développement est « vert » ou « durable » parce qu'il « certifie » ces processus de production et d'extraction qui ont déjà été dénoncés comme non viables. On leur appose un sceau de certification — il en existe des milliers — pour convaincre les sociétés financières et les consommateurs finaux, principalement du nord mondial.

### **Certifiable**

Tout est certifiable dans le cadre des discussions qui se multiplient sur les changements climatiques et les accords de transition vers une économie « verte » ou « faible en émissions de carbone. » La majorité des exploitations industrielles, qui cherchent à maintenir leurs activités de toujours, ne peuvent blanchir leur image qu'en recourant à une forme quelconque de certification.

Avec la certification, on prétend déterminer si un produit est « durable » et si sa production comporte des risques. Ainsi, des critères environnementaux (et parfois sociaux) sont créés que le produit ou l'activité doit satisfaire.

Mais qui définit ces critères ? Sont-ils valides ? Quels sont les éléments de contrôle de leur mise en œuvre et de leur conformité ? Quel investissement est effectué pour rendre ce contrôle effectif ? Qui effectue ce contrôle ? Qui le finance ? Qu'en est-il des aspects sociaux et des droits humains qui ne sont pas pris en compte ? Que se passe-t-il lorsque l'on demande des réponses à ces questions, mais que les années passent et personne n'obtient de réponse satisfaisante ?

Il y a des réponses à toutes ces questions, mais elles ne sont pas satisfaisantes.

Les programmes de compensation carbone qui cherchent à « neutraliser » la pollution, comme les programmes REDD+, utilisent la certification de leurs activités pour se légitimer face aux critiques débordantes. Des organisations de droits humains et écologiques, notamment le Mouvement mondial pour les forêts tropicales et Salva la Selva, dénoncent largement les initiatives de certification des monocultures (p. ex. pour les agrocombustibles) comme la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) (3) et la RTRS (Table ronde sur le soja responsable) (4) depuis qu'elles ont été fondées en les qualifiant d'opérations d'écoblanchiment. Lorsque les organisations écologistes ont commencé à contester directement ces initiatives au début des années 2000, nous avons dû relever plusieurs défis, dont celui de démontrer à l'opinion publique qu'une initiative qui se présente comme une solution à un problème environnemental constituait en réalité un leurre total, que la « solution » au problème était en réalité elle-même un problème.

Ces initiatives visent l'acceptation des produits, la réduction des questionnements et l'ouverture de nouveaux marchés pour répondre à une demande exigeante. Mais les problèmes de fond demeurent entiers. L'industrie domine outrageusement les initiatives ou les tables rondes qui prétendent regrouper les parties intéressées. Les communautés touchées qui ont participé à ces espaces ont par la suite indiqué que l'expérience avait été frustrante. Il y a eu des accusations d'utiliser les personnes touchées seulement pour légitimer les tables. À travers des certifications, les entreprises cherchent également des avantages comme participer aux marchés du carbone, profiter de politiques fiscales au

moyen de subventions et de mesures incitatives, ou entrer dans le marché en tant que produits « éco » avec une image écologique. Les systèmes de certification comportent beaucoup de bureaucratie et sont difficiles de scruter à fond.

En général, les programmes de certification sont des systèmes privés et volontaires. Cela signifie qu'une entreprise qui veut obtenir une certification doit chercher et payer un organisme de certification. Ce paiement sert à certifier le produit, le marché ou la partie du marché déterminé par l'entreprise contractante. Alors, évidemment, si l'organisme de certification veut être payé pour son travail et continuer d'obtenir des clients et des contrats, il aura tendance à écrire dans son rapport ce que son client lui suggère ou à s'adapter à ses besoins. Dans ce système, les organismes de certification ne peuvent agir de manière indépendante.

Les certificats de durabilité sont couramment utilisés dans les campagnes publicitaires des entreprises. Aucune instance n'est chargée d'effectuer une vérification de conformité exhaustive. Et la plupart du temps, les entreprises ne certifient qu'une petite partie de leurs activités, précisément celle qu'elles publiciseront par la suite et non le reste de leurs activités non durables.

Le barrage de résidus miniers de Brumadinho (5) au Brésil constitue l'exemple par excellence de ce qui peut se produire et des conséquences de la certification. En 2019, ce barrage s'est rompu causant la mort de près de 300 personnes et beaucoup d'autres dégâts sérieux à peine quelques jours après avoir obtenu un certificat de stabilité de la structure.

Il n'existe toujours pas un système de certification des ressources minières. Au cours des 10 à 15 dernières années, plusieurs initiatives ont été lancées pour les ressources minières (aluminium, or, étain) ou des régions particulières. On n'a qu'à penser à IRMA (Initiative pour une assurance minière responsable) ou au fonds de la Banque mondiale qui encourage les activités minières « climatiquement intelligentes. ». Cependant, celles-ci n'englobent pas toutes les activités minières dans le monde ni toutes les ressources minières. L'Union européenne élabore une norme de durabilité des matières premières que les expériences antérieures nous portent à considérer d'un œil bien critique.

Les stratégies de promotion de productions industrielles « durables » à grande échelle mènent, avec leurs belles paroles écologiques, à la perte d'économies locales, d'écosystèmes, de biodiversité et de modes de vie des peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles. Certaines grandes ONG de conservation participent aux tables de discussion sur les normes. Le WWF a cofondé plusieurs sceaux comme le MSC sur la pêche « responsable, » avant de la contester elle-même. (6) Greenpeace a fini par abandonner le programme FSC (7) de certification du bois en alléguant que ses conditions ne garantissaient pas les droits des communautés qui dépendent de la forêt. (8) Et récemment, elle a publié un rapport très détaillé sur cette question de la certification. (9)

Par ailleurs, il faut souligner que les normes, les principes et les critères des organismes de certification sont volontaires et non obligatoires, contrairement aux lois comme celles sur la diligence raisonnable. Cependant, l'existence de lois ne garantit pas leur application s'il n'y a pas de contrôles. C'est le cas du FLEGT (Programme pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux) et de l'EUTR (Règlement européen dans le domaine du bois), une législation européenne de prévention de la coupe illégale qui ne parvient pas à empêcher l'entrée illégale de flots de bois en Europe. Qui est

responsable d'assurer que les matières premières et l'énergie seront réellement renouvelables, durables et responsables ? Pour toutes les raisons présentées ci-dessus, il est clair que ce ne sera pas les mécanismes de certification.

### ***Sortir de l'écoblanchiment et assurer une transition juste***

Le système économique dominant est basé sur des industries extractives si manifestement destructrices qu'une armée d'organismes de certification tente de promettre aux consommateurs, ainsi qu'aux financiers et aux sources de subventions publiques qu'il « ne se passe rien. » Cependant, n'oublions pas qu'il est très facile pour une industrie de se qualifier elle-même de « responsable. » Mais l'être vraiment est tout autre chose.

Il y a beaucoup de cas d'entreprises certifiées dont l'analyse révèle une réalité bien différente de celle que suggèrent leurs certifications. C'est le cas des grandes étendues de monocultures d'eucalyptus de Veracel et d'Aracruz au Brésil et d'une grande concession forestière d'IFO en République démocratique du Congo, qui ont toutes obtenu la certification FSC sur la gestion forestière « responsable. » C'est également le cas des plantations industrielles de palmier à huile d'IOI et de Sinar Mas en Indonésie avec la certification RSPO de palmier « durable. » La surveillance exige tant d'efforts et de ressources qu'il n'est pas possible d'assurer un suivi complet de beaucoup d'autres cas suspects et ces plantations poursuivent leurs activités en toute impunité. (10)

La société, et tout particulièrement la société occidentale, doit se conscientiser et devenir plus exigeante : qualifier de nouvelles sources d'énergie de « renouvelables » et « durables » alors que la production de l'énergie et ses bénéfices sont concentrés dans les mains d'une poignée de multinationales. Et cette production nuit à d'autres territoires et à leurs habitants ne constitue qu'un leurre. Une très grande proportion des affirmations de la publicité et des grands médias de communication et des « certifications » trompeuses sont basées sur des hypothèses et des définitions très discutables et une terminologie confuse et même fausse. Il faut donc se questionner et se solidariser avec les luttes dans les territoires touchés et aussi rompre la logique de la surconsommation afin de diminuer la pression sur les territoires.

Ces industries et leurs financiers alliés visent à créer des marchés subordonnés aux technologies, à la croissance et au « toujours plus » imposé par la force, en oubliant facilement les questions fondamentales comme le respect de la mère Nature et la protection de la vie.

C'est pourquoi il est urgent de se doter de normes et de lois qui incluent des obligations relatives au comportement des entreprises eu égard aux droits de l'homme, à la destruction de la nature et à la surveillance des chaînes d'approvisionnement assorties de sanctions correspondantes. Avec des lois de ce type et une large solidarité consciente avec les luttes de la base et une priorisation des droits de l'homme et de la nature, on avancerait dans la résolution du problème que sont devenues les initiatives volontaires de certification. Ce problème ne pourra que se reproduire bientôt dans le secteur des mines et des autres matières premières si nous ne considérons pas les dégâts que ces marchés laissent derrière eux. L'unique solution tourne autour d'une réduction radicale de l'utilisation et particulièrement de l'abus des ressources.

*Guadalupe Rodríguez, est militante et correspondante pour l'Amérique latine à Sauvons la forêt/Rainforest Rescue et le point focal régional du réseau Sí a la vida No a la Minería Yes to Life No to Mining (YLNM) <https://www.salvalaselva.org/> <http://www.yestolifenotomining.org/>*

- (1) « Impulsando la minería destructiva: la sociedad civil europea denuncia planes de materias primas de la UE en el Pacto Verde Europeo » (L'UE encourage la production minière destructive, la société civile européenne dénonce les projets de matières premières de l'UE dans le Pacte vert pour l'Europe), <https://www.salvaselva.org/files/es/YLNM%20EU%20ES%20Final.pdf>
- (2) Indice FAO des prix des produits alimentaires <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- (3) L'agroindustrie prétend « maquiller de vert » l'industrie du palmier à huile [https://www.profundo.nl/en/about\\_us/expert\\_views/greenpeace-leaving-fsc-what-next-for-commodity-roundtables](https://www.profundo.nl/en/about_us/expert_views/greenpeace-leaving-fsc-what-next-for-commodity-roundtables)
- (4) Sobre la RTRS y sobre el modo de producción actual de la soja (À propos de la RTRS et du mode de production actuel du soja) <https://www.salvaselva.org/noticias/1327/mas-sobre-la-rtrs-y-sobre-el-modo-de-produccion-actual-de-la-soja>
- (5) TÜV Süd será alvo de ação coletiva na Alemanha por Brumadinho, <https://www.dw.com/pt-br/t%C3%BCv-s%C3%BCd-ser%C3%A1-alvo-de-a%C3%A7%C3%A3o-coletiva-na-alemanha-por-brumadinho/a-56319568>
- (6) Le WWF s'oppose à la certification par le MSC d'une pêcherie de thon rouge de l'Atlantique, <https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/le-wwf-soppose-a-la-certification-par-le-msc-dune-pecherie-de-thon-rouge>
- (7) Greenpeace leaving FSC : what next for commodity roundtables? (Greenpeace quitte la FSC : quel avenir pour les tables rondes sur les denrées ?), [https://www.profundo.nl/en/about\\_us/expert\\_views/greenpeace-leaving-fsc-what-next-for-commodity-roundtables](https://www.profundo.nl/en/about_us/expert_views/greenpeace-leaving-fsc-what-next-for-commodity-roundtables)
- (8) Greenpeace denuncia que la certificación forma parte del greenwashing empresarial y no están frenando la destrucción de los bosques, 2021 (Greenpeace dénonce que la certification fait partie de l'écoblanchiment des entreprises et ne freine pas la destruction des forêts), <https://es.greenpeace.org/es/sala-de-prensa/comunicados/greenpeace-denuncia-que-la-certificacion-forma-parte-del-greenwashing-empresarial-y-no-est%C3%A1n-frenando-la-destruccion-de-los-bosques/>
- (9) Destruction: Certified (Destruction : certifiée) [https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2021/04/b1e486be-greenpeace-international-report-destruction-certified\\_finaloptimised.pdf](https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2021/04/b1e486be-greenpeace-international-report-destruction-certified_finaloptimised.pdf)
- (10) De nombreuses études et rapports critiques présentent ces cas ou d'autres cas comme celui que mentionne Greenpeace, l'enquête d'EIA [Qui garde les gardiens ?](#), ou le livre et documentaire [Le silence des pandas](#) (sous-titres en français). Les pages Web de [FSC-Watch](#) et de [REDD Monitor](#) constituent de bonnes ressources sur la question de l'écoblanchiment avec de nombreux exemples concrets.

## RECOMMANDATIONS

### Exploitation minière et militarisation : les deux faces d'une même médaille

Un rapport de l'organisation London Mining Network fait apparaître que l'extractivisme est un processus militarisé : il entraîne une rupture violente des écosystèmes et des habitats. Ce faisant, il déplace puis contrôle les communautés ayant des liens permanents avec la terre, en appliquant diverses tactiques de contre-insurrection pour maintenir la légitimité de l'extraction. De même, le militarisme est un processus d'extraction : il a besoin de grandes quantités de métaux et de minéraux pour innover et assembler des technologies de contrôle et de destruction plus meurtrières. De plus, il alimente la crise climatique. Le secteur militaro-industriel du Royaume-Uni a une empreinte carbone d'au moins 11 millions de tonnes par an, dans plus de 60 pays comme Madagascar et la Zambie. Lire le rapport (en anglais) : <https://londonminingnetwork.org/wp-content/uploads/2020/04/Martial-Mining.pdf>

### Comment l'industrie des combustibles fossiles s'est servie du Covid-19 pour des projets énergétiques polluants

Des entreprises de combustibles fossiles et des groupes d'intérêts en Europe se sont emparés de dizaines de milliards d'argent public destinés aux plans de relance post Covid-19. En outre, les groupes des Amis de la Terre alertent sur la façon dont l'industrie des combustibles fossiles a exercé un fort lobbying pour obtenir des concessions en faveur de projets énergétiques néfastes pour le climat dans toute l'Europe, portant notamment sur le gaz, l'hydrogène, la capture et le stockage du carbone (CSC) et la compensation carbone. <https://corporateeurope.org/en/2020/10/polluters-profiting-pandemic-bailouts>

## Plus de 500 experts appellent les nations du monde à ne pas brûler les forêts pour produire de l'énergie

En février 2021, plus de 500 scientifiques et économistes ont publié une lettre exhortant à cesser de brûler des forêts comme moyen pour produire de l'énergie dans des centrales électriques au charbon converties et à mettre fin aux subventions qui alimentent actuellement la demande exponentielle de granulés de bois. La combustion de bois destinée à la production d'électricité a explosé depuis que les Nations Unies ont classé cette source d'énergie comme « neutre en carbone », ce qui permet aux gouvernements et aux entreprises de brûler du bois au lieu du charbon et de ne pas compter les émissions pour les aider à atteindre leurs objectifs climatiques. Dans la seule Union européenne, près de 60 % des énergies renouvelables proviennent déjà de la biomasse ligneuse, ce qui représente des millions de tonnes de granulés de bois brûlés chaque année. Lire un article de Mongabay à ce sujet et accéder à la lettre :

<https://news.mongabay.com/2021/02/500-experts-call-on-worlds-nations-to-not-burn-forests-to-make-energy/>

## Bioéconomie et inégalités mondiales

Un livre en libre accès avec 15 chapitres axés sur les significations, les objectifs, ainsi que les implications locales et mondiales des politiques de bioéconomie et de bioénergie en Amérique du Sud, en Asie et en Europe. Il analyse comment la « transition énergétique » renforce et remet en cause les inégalités socioécologiques. Diverses discussions conceptuelles et études de cas – de l'extraction de connaissances à l'exploitation sexuelle et aux mouvements migratoires de main-d'œuvre – précisent comment l'extraction de sources de biomasse des territoires agricoles et forestiers affecte les sociétés.

Consulter le livre en anglais :

<https://www.palgrave.com/gp/book/9783030689438>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :

**Bulletin 256 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Une transition vers quoi ? Les injustices de l'économie 'bas carbone' et des 'énergies vertes' »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

## [Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

**Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.**

**Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé**

**« Les "solutions fondées sur la nature" : dissimuler un immense accaparement des terres »**  
**[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.](#)**

## **Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)**

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

## **Secrétariat International du WRM**

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

[wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy) - <http://wrm.org.uy/fr/>